

1907-2007, hommage à Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de 1948 à 1959, organisé par l'association des architectes-conseils de l'État.

2 mai 2007, cité de l'Architecture et du Patrimoine.

Les architectes-conseil de l'État au 2 mai 2007 : Bernard Althabegoïty, Jacques Anzuitti, Yves Arnod, Jacques Audren, Marie-Hélène Badia, Renaud Bardon, Gilles Barré, Philippe Barthélémy, Jean-Michel Battesti, Hervé Beaudouin, Jean-Louis Berthomieu, Arnaud Bical, Pierre Bolze, Guy Breton, Olivier Brochet, Suzel Brout, Vincent Brossy, Yann Brunel, Rémy Butler, Pierre Caillot, Gerard Cerrito, Patrick Chavannes, Henry Chesnot, Andréas Christo-Foroux, Suisick Clèret, Patrick Colombier, Cristina Conrad, David Cras, Florence Crépu, François Depresle, Jean-Paul Deschamps, Guy Desgranchamps, Bernard Desmoulin, Marina Devilliers, François Douçot, Béatrice Dollé, Philippe-Charles Dubois, Éric Dubosc, Bertrand Dubud, Patrick Duguet, Jean-Louis Duchier, Gilles Dupré, Patrice Dutard, Jean-Pierre Duval, Christine Edeikins, Christian Enjolras, Lairent Fagart, Marylène Ferraand, Michel Frémolle, Hélène Fricout-Cassignol, Jean-François Galmiche, Marie-Christine Gangneux, Alain Gignoux, Ignace Grifo, Louis Guedj, Jean Guervilly, Jean-François Guffroy, Philippe Guyard, Jean-Luc Hesters, Gérard Huet, Laurent Israël, Jean-Michel Jacquet, Hubert Jeanneau, Jean-François Jodry, Benoît Julien, Michel Kagan, Christian Kock, Jean-Baptiste Lacoudre, Gérard Lancereau, Catherine Lauvergeat, Patricia Leboucq, Olivier Le Boursicot, Nicole Loupiac-Roux, Philippe Madec, Jean Magerand, Michel Malcotti, Isabelle Manescau, Michel Maraval, Gilles Margot-Duclos, Françoise Mauffret, Bertrand Mathieu, Yves-Marie Maurer, Dominique Montassu, Thierry Mostini, Patrice Mottini, Emmanuel Nebout, Francis Nordmann, Jean-Philippe Pargade, Bernard Paris, Martine Patou, Marie Petit-Ketoff, Serge Petre-Souchet, Jean-Paul Philippon, Jean-Paul Porchon, Philippe Primard, Michel Regembal, Gilles Reichardt, Michel Rémon, Serge Renaudie, Rudy Ricciotti, Jacques Ripault, Françoise Risterucci, Christine Rousselot, Michel Roy, Françoise Ruel, Vincent Sabatier, Hélène Sayas, Eva Samuel, Jean-Michel Savignat, Jacques Sbriglio, Jean-Paul Scalabre, Adelfo Scaranello, Pascal Sirvin, Dominique Tessier, Jean-Christophe Tougeron, Bernard Valero, Christian Vilette, Thierry Van De Wyngaert, Martine Weissmann, Luc Weizmann, Dominique Wurtz.



hommage à Eugène Claudius-Petit

ISBN 2-914531-07-9



19 euros

5 rue Guy-de la Brosse

75005 Paris

www.thotm-editions.com

livres@thotm-editions.com

T H O T M *éditions*

1907

hommage à

Eugène Claudius-Petit

fondateur du corps des architectes-conseils de l'État

1989

Ce livre « Hommage à Eugène Claudius-Petit » est publié par le corps des architectes-conseils de l'État, avec le concours de la direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer et de la direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication.

Direction éditoriale Michel Kagan, président du corps des architectes-conseils de l'État, assisté du comité du corps des architectes-conseils de l'État : Jacques Audren, secrétaire général ; Pierre Bolze, trésorier ; Jacques Ripault, directeur ; Jean-Philippe Pargade, directeur ; Hervé Beaudoin ; Christine Rousselot ; Florence Crépu ; Alain Gignoux.

Le président et le comité du corps des architectes-conseils de l'État remercient chaleureusement tous les participants qui ont bien voulu confier les documents reproduits dans ce livre et tout particulièrement Dominique Claudius-Petit, Benoît Pouvreau, Nathalie Régnier et José Oubrierie pour leur texte, les photographies et l'iconographie.

Le président et le comité du corps des architectes-conseils de l'État remercient, également et vivement, les personnalités qui ont bien voulu apporter leur aide et leur soutien à cet ouvrage : Mme Ann-José Arlot, Dapa ; M. Jean Gautier, Dapa ; Mme Christine Piquéras, Dapa ; Mme Christiane Menvielle, Dapa ; M. Alain Lecomte, DGUHC ; Mme Agnès Vince, DGUHC.

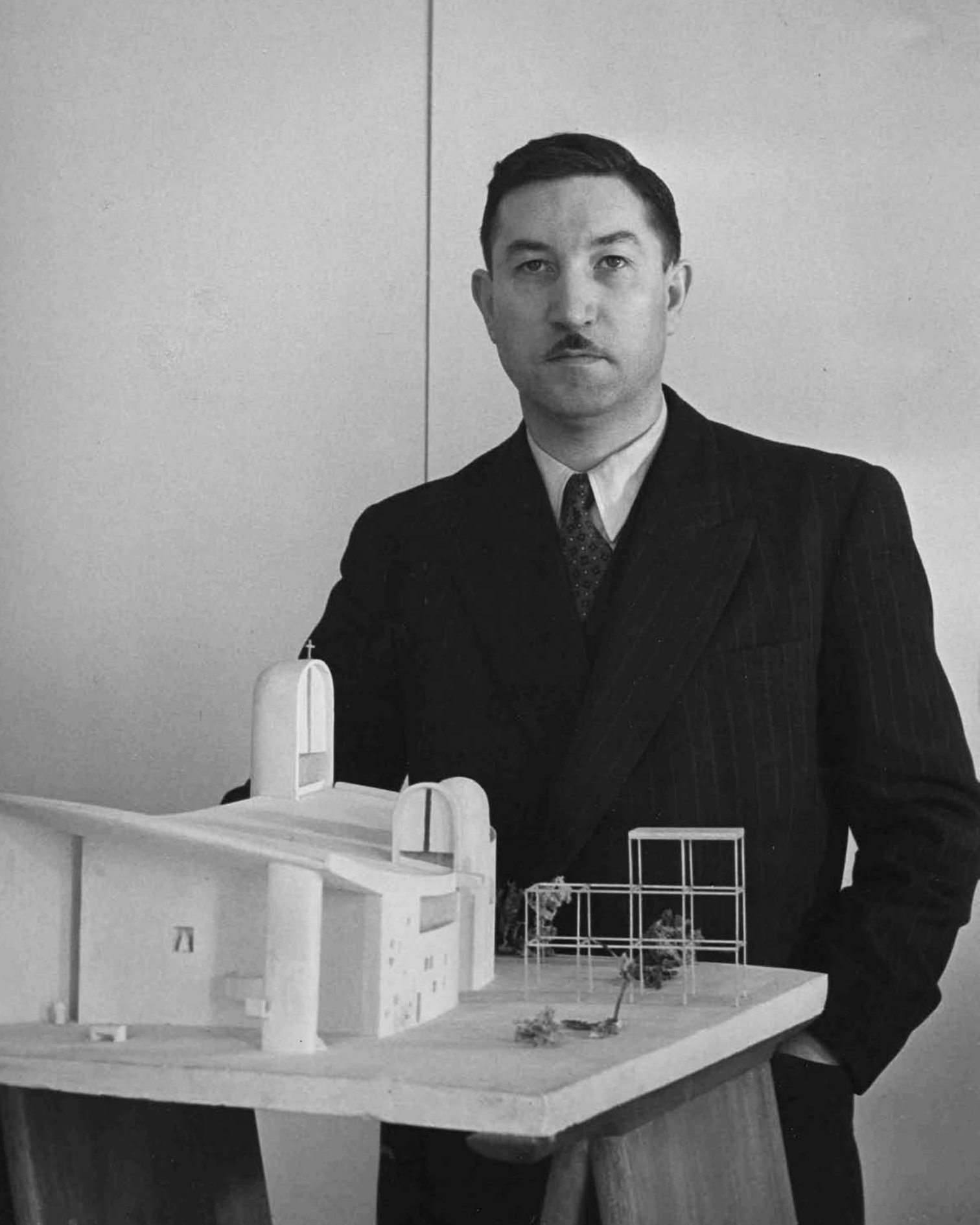
Le président et le comité du corps des architectes-conseils de l'État remercient, enfin, la cité de l'Architecture et du Patrimoine — et en particulier son président, M. François Demazières — de les recevoir dans ce nouvel établissement pour leur assemblée générale annuelle du 2 mai 2007, au cours de laquelle cet hommage à Eugène Claudius-Petit sera rendu.

« Le poivre et le sel », préface de Michel Kagan	5
--	---

« Façonner la cité et construire l'avenir de l'Homme », Dominique Claudius-Petit	10
--	----

« Eugène Claudius-Petit (1907-1989), militant de la modernité », Benoît Pouvreau	16-34
Apprentissages	16
Alger	17
« Comment reconstruire ? »	19
Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme	22
Promouvoir la qualité architecturale	24
Le Corbusier	28
Pour une capitale moderne	29
Observateur attentif et critique	30
Pour une maîtrise d'ouvrage de qualité	34

« L'église de Firminy, œuvre ultime », Nathalie Régnier	38-63
La genèse du projet	38
Péripéties d'une construction	40
L'authenticité de l'œuvre	49
Mouvement en spirale ascendante	51
L'espace par la structure	52
Un chantier exemplaire	62
Photos de l'église de Firminy	41-49
Plans de l'église de Firminy	54-61



*** Michel Kagan,**
architecte DPLG,
professeur des écoles
d'architecture, président
du corps des architectes-
conseils de l'État (2006-
2007), architecte-conseil
de la délégation
interministérielle
à la Ville (Div).

**Eugène Claudius-
Petit** devant la
maquette de la chapelle
de Notre-Dame-du-
Haut de Ronchamp.

« La liberté au milieu des contraintes. »

Henri de Montherlant

préface

5

Le poivre et le sel *

Cet ouvrage est un hommage des architectes-conseils à leur fondateur, Eugène Claudius-Petit, au moment de son centenaire qui coïncide avec l'achèvement et l'inauguration de l'église Saint-Pierre de Firminy en novembre 2006. Cet hommage lui est rendu dans la cité de l'Architecture et du Patrimoine, elle-même inaugurée en mars 2007. Président du corps des architectes-conseils de l'État, j'ai souhaité que les architectes-conseils puissent se rappeler de l'action déterminante de ce ministre d'exception. Lorsqu'il crée le corps des architectes-conseils en 1950, plus qu'un corps, c'est un mouvement qu'il souhaite voir advenir, au service de la modernité et du progrès, au sein même des institutions de la république. Il l'a voulu, composé d'hommes qui pensent librement, passionnés d'architecture et de sa dimension sociale, pour apporter « le poivre et le sel dans l'administration française ».

Éthique de responsabilité

Cette expression, qui devait donner toute liberté de parole aux protagonistes de l'architecture et de l'urbanisme, a fait de lui un précurseur politique, qui a cherché à réformer la techno-structure administrative du nouvel État français d'après-guerre. Ainsi, le corps des architectes-conseils est fondé par un ancien ébéniste, professeur de dessin, grand résistant, puis ministre de la Reconstruction. Cette création n'est pas l'effet d'un hasard : 1945 est l'année de la création de l'Ena, qui doit former les futurs dirigeants de la fonction publique, spécialistes en sciences politiques et affaires administratives, auteurs des textes de lois et des choix économiques, au moment des trente glorieuses, quand la France est à reconstruire.

Médiateurs entre l'État et les réalités

Souhaite-t-il en créant ce corps des architectes-conseils, introduire dans son propre ministère un lieu de débat pour équilibrer la toute puissance de l'Ena, mais aussi celles du corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées et de celui des X? Cherche-t-il avec les architectes, peu enclins aux compromis, à mettre un peu de dialectique dans la conception post-napoléonienne du territoire national, entre le chemin de grue et les gabarits routiers? Sans doute pensait-il, influencé par la Charte d'Athènes, qu'un principe nouveau devait être mis en œuvre: la primauté de l'espace, de l'architecture et de l'urbanisme, en symbiose avec les paysages et le territoire, dont dépendraient les réseaux, et non l'inverse.

Droit de résistance

Ce bref tour d'horizon de ce qu'est la société française de l'après-guerre en pleine évolution nous permet de comprendre comment ce résistant est devenu un ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, défenseur de la qualité architecturale. Réformateur, et partisan d'une philosophie sociale de l'action, il cherche dans cette république d'après-guerre, à favoriser la démocratie, en y instaurant des contre-pouvoirs. Les architectes devaient y avoir une place pour y défendre des objectifs autres que le conformisme des Beaux-Arts. Eugène Claudius-Petit est un ministre qui combat l'académisme de l'ordre des Architectes, et qui privilégie les idées de la modernité... Il est un ministre passionné par les théories du mouvement Moderne, qui s'engage pour une architecture opposée à une conception vernaculaire passéiste.

Un ministre en sacerdoce

Pour devenir ministre de la reconstruction en 1948, il faut une ambition singulière: c'est une nature humaine qui s'est forgée d'expériences multiples et non conventionnelles, guidée par le souci du bien commun et le

dévouement au service public. De ses rencontres avec des architectes comme Auguste Perret, Paul Nelson, Jean Prouvé, Jean Dubuisson, Bernard Zehrffuss, Fernand Pouillon... sans oublier Le Corbusier, il développe une connaissance aigüe de l'architecture et de la ville de son époque, fondée sur un esprit critique et fervent promoteur de l'architecture moderne. Pour faire œuvrer les meilleurs architectes, il a besoin de l'appui actif d'un corps constitué, celui des architectes-conseils. Avec courage et sans démagogie, il propose une loi pour la réalisation de projets novateurs de logements sociaux, en assurant le contrôle de la qualité de construction, tout en indexant les loyers sur la base des salaires. Il est l'initiateur de la loi de 1948 sur les loyers dans le logement ancien. Il ne faut pas oublier, son action pour les maisons de la culture, les foyers Sonacotra, ainsi que sa proposition de loi contre la peine de mort...

La culture du projet

Il est évident qu'un ministre ne peut compter uniquement sur son propre «génie» et sur ses capacités; mais quel est celui qui a eu l'audace de s'appuyer sur la communauté des architectes et des urbanistes pour accomplir ses projets? C'est sans doute pour cette raison rare et exceptionnelle qu'il a besoin de créer ce corps d'architectes expérimentés, reconnus pour leurs œuvres. La culture du projet est ainsi consacrée par Eugène Claudius-Petit comme le seul outil pour faire et faire faire (voir les photos d'Eugène Claudius-Petit avec Charlotte Perriand, Walter Gropius, José-Luís Sert, Le Corbusier, Alvar Aalto...). Par nature et conviction, Eugène Claudius-Petit, a été l'ami des savants et des grands hommes, de De Gaulle à Mendès-France, de Malraux à l'abbé Pierre, mais il a été aussi l'ami des hommes simples. Pour cet homme d'État, «se mettre au service de ceux qui veulent bâtir et de ceux qui bâtissent», c'est dès lors «rendre service bien davantage que de commander» comme le dit si justement Bruno Queysanne à propos d'Alberti. En cela, il a été l'ami de l'architecture et des architectes, au service du «petit homme».

Ma rencontre avec Eugène Claudius-Petit

J'ai eu l'occasion de rencontrer Eugène Claudius-Petit, naturellement accompagné de José Oubrierie, en 1982, à New York, lors d'une exposition à la Cooper Union. Cette école célèbre est encore aujourd'hui, comme l'était le « Bauhaus », un lieu où architecture, technique, ébénisterie, métallurgie, photographie... sont enseignés ; il s'agissait d'une exposition concernant l'église de Firminy, avec une extraordinaire maquette en bois, des croquis de Le Corbusier et des dessins d'exécution. Un livre a été publié à cette occasion par l'Institute of Architecture and Urban Studies, dirigé par Kenneth Frampton et Peter Eisenmann, pour rendre compte de cette œuvre ultime de Le Corbusier, dont les travaux avaient commencé mais restaient inachevés. Ancien maire de Firminy, Eugène Claudius-Petit cherchait à trouver des fonds américains pour la reprise du chantier. L'accueil new yorkais a été favorable et généreux, mais n'a pas été suffisant.

Je me rappelle m'être approché de la maquette et d'avoir échangé quelques mots avec Eugène Claudius-Petit. Cet homme me rappelait André Malraux : sa voix, sa prestance... un de ces hommes qui n'abandonnent jamais. C'est également à cette occasion que j'ai rencontré José Oubrierie. Aujourd'hui, 45 ans après avoir commencé les premières esquisses à l'atelier de la rue de Sèvres, cet architecte, grâce à sa détermination et à celle d'Eugène Claudius-Petit, a achevé une œuvre magnifique. Je les remercie vivement, ainsi que Dominique Claudius-Petit, le fils d'Eugène Claudius-Petit, qui a continué d'œuvrer pour l'association de Firminy-Vert après la disparition de son père en 1989, d'avoir réussi à aboutir l'église de Firminy, le plus bel hommage que l'on puisse rendre à ce ministre, pour la ville de Firminy et pour notre culture architecturale.

Michel Kagan, le 12 avril 2007

Réunion des consultants de l'Unesco, Paris, 1950. De gauche à droite: Walter Gropius, Eugène Claudius-Petit, Lucio Costa, Bernard Zehruss et Le Corbusier.



Le Corbusier et Eugène Claudius-Petit à Firminy.



Charlotte Perriand et Eugène Claudius-Petit.



Visite d'André Malraux à l'atelier de Le Corbusier, à Paris, vers 1963. De droite à gauche: Eugène Claudius-Petit, Bernard Anthonioz, André Malraux et Le Corbusier.

Façonner la cité et construire l'avenir de l'Homme *

* **Dominique Claudius-Petit**, président de l'association des Amis de Le Corbusier, président de l'association pour Fiminy-Vert, ancien président directeur-général du groupe France agricole.

Eugène Claudius-Petit (à droite) et son ami Charles Loizel (au centre) dans leur atelier coopératif de la rue de Reuilly en 1933.



Ceux qui ont partagé une tranche de vie avec « Eugène », avec « Petit », avec « Claudius » ou encore avec « Claudius-Petit » m'ont souvent confié tout ignorer de la vie des trois autres. Grâce à la thèse d'histoire de l'art que Benoît Pouvreau a soutenue à la Sorbonne, et au livre qu'il a publié ensuite aux éditions du Moniteur, à travers le feu d'artifice incessant de rencontres avec des femmes et des hommes de toutes conditions qui y sont rapportées, chacun peut aujourd'hui découvrir comment leur ami, leur collègue ou leur « patron » s'est forgé une telle capacité à s'engager pleinement dans l'action politique cinquante ans durant, pour le mieux-vivre de chacun et de tous. Benoît Pouvreau est ce jeune lycéen de Lorient qui, en terminale dans les années 1980, se passionna tant à propos de la reconstruction de sa ville, qu'il vint taper un jour au 15 de la rue des Barres, bravant sa timidité naturelle, pour demander à mon père de lui en raconter plus encore que ne lui en avaient révélé les archives de sa ville : ce fut pour mon père une rencontre de plus, et pour Benoît, sa vocation était tracée, il serait historien de l'urbanisme et de l'architecture contemporains. Ce qui est accompli aujourd'hui.

Mais revenons en 1907, et suivons les premiers pas d'Eugène Petit : le cercle des voisins de la rue Valdemaine à Angers assiste dès le premier jour ma grand-mère pour initier Eugène à sa vie d'homme, principalement le père Girard, son directeur d'école. Ses maîtres d'apprentissage et ses compagnons ébénistes lui enseignent la rigueur du geste, la précision de l'outil sur le bois, la persévérance dans l'effort pour atteindre le bel ouvrage, mieux, le chef-d'œuvre.

C'est pour le syndicat qu'à seize ans il s'engage au service d'autrui : il en conserve une fraternité sans faille avec François Bonnaud d'Angers et Charles Loizel, du Faubourg. À travers sa rencontre avec Marc Sangnier et son engagement, dès 1920, à la Jeune République, Eugène forge ses convictions de démocrate engagé au service du monde laïc et sa détermination à participer à la construction d'une société humaniste et d'une Europe qui réconcilie la France et l'Allemagne. De son engagement à la JR angevine, il entretient une amitié permanente avec Bouché-Thomas et, dès qu'il s'établit à Paris, il rencontre, entre autres, Philippe Serre et Philippe Lamour au siège de la JR, boulevard Raspail. C'est dans ce creuset fraternel que Marie-Louise et lui fondent leur foi chrétienne.

Les cours des Arts décoratifs, son apprentissage de professeur de dessin parachèvent son initiation professionnelle et artistique : Eugène fréquente des architectes et des artistes, il apprend la peinture, il expose et s'exerce à la photographie. Nommé professeur de dessin au lycée Ampère, il installe son jeune ménage à Lyon où Jean Fauconnet et Antoine Avinin l'accueillent au sein de la section JR : la fraternité ne cesse de s'élargir. « Ouverte pour recevoir, ouverte aussi pour que chacun y vienne prendre », semble lui murmurer l'introduction à *La Main ouverte* de Le Corbusier. Eugène et Petit sont prêts à agir.

Dès 1940, au sein de Franc-Tireur où il a rejoint Jean-Pierre Lévy, Antoine Avinin et Jean Fauconnet, Claudius passe à l'action et doit remplacer Antoine puis Jean-Pierre : en 1943, il représente son réseau à la première réunion du CNR rue du Four, puis à l'Assemblée consultative d'Alger en 1943 et 1944. À Londres et à Alger, Claudius découvre et rencontre ceux qui préparent la Libération de la France. Ce Claudius qui s'apprête à regagner la France est un homme politique nouveau : fort de ses contacts avec Jean Monnet, René Pléven, Francis-Louis Closos, Robert Prigent et d'autres encore, et au nom du groupe de la Résistance dont il est devenu vice-



José Luís Sert
et Le Corbusier
photographiés par
Eugène Claudius-Petit
à New York en 1946.

président, il prononce, le 22 juillet 1944, à l'Assemblée consultative d'Alger, un discours qui fonde avant l'heure les piliers de la Communauté européenne: «Ce n'est pas recommencer un rêve utopique que de vouloir unir étroitement l'économie de tous les pays de l'Europe occidentale. Cette opération est possible parce qu'un certain nombre d'États sont politiquement et harmonieusement arrivés au même stade de développement... Cette idée pourra être reprise dans le cadre d'une union plus large, d'une union toujours plus ouverte aux États suffisamment évolués et qui accepteraient comme base de leur gouvernement des hommes, des principes démocratiques qui découlent de la Déclaration des droits de l'Homme».

Rapportant les travaux de l'Unité à Alger, Claudius porte désormais le projet pour la reconstruction de la France et une politique nouvelle sur l'architecture et l'urbanisme: le 9 mars 1945, il prononce un discours fondateur de cette nouvelle politique à la tribune de l'Assemblée consultative réunie au Sénat: «Le débat porte sur la plus grande réforme de structure que nous ayons à accomplir. Elle conditionnera l'équipement du pays, le logement des hommes en France, le développement de la famille, le contrôle de la santé. Pour tout dire, il s'agit, par cette réforme, d'assurer la réussite de la renaissance française. La France n'a pas souffert ce qu'elle a souffert pour qu'on reblanchisse les sépulcres.»

C'est lui qui s'efforce en vain, en août 1944, de convaincre le général de Gaulle de prendre la tête d'un parti nouveau issu de la Résistance et du MLN. C'est aussi ce Claudius «politique» qui, pendant trois années, poursuit activement le travail d'Alger, fourbit ses arguments et soutient activement les architectes. Le jour de Noël 1945, il part en mission avec Le Corbusier; ils partagent leur cabine pendant dix-sept jours et scellent une amitié fraternelle qui ne cessera qu'à la mort de Corbu, en 1965. C'est l'occasion pour Claudius d'élargir ses relations fraternelles à José-Luís Sert, qui les accueille à New York, de rencontrer David E. Lilienthal, le président de la

Tennessee Valley Authority, et de noter une des clés essentielles des aménageurs modernes, qu'il n'oubliera pas: «L'exploitation des richesses naturelles ne se justifie que par l'entretien de ces richesses naturelles.»

C'est Claudius «l'entrepreneur» qui, le 11 septembre 1948, devient ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, et qui, autour de Robert Bordaz, son directeur de cabinet, réunit comme experts et conseillers les architectes et constructeurs de l'Unité qui, à Alger, ont préparé avec lui le programme de relance de la construction de logements, et d'autres qui, comme Benoît Ranchoux, JR d'avant-guerre engagé dans le logement social à Saint-Étienne, rejoignent le quai de Passy. Il met immédiatement son équipe sous pression et réorganise le ministère «pour loger plus et loger mieux», et il officialise la priorité donnée à l'aménagement du territoire en présentant au Conseil des ministres du 17 mars 1950 une communication intitulée *Pour une politique nationale d'aménagement du territoire*: «Le temps de la construction est venu. Mais on ne peut construire beaucoup dans le désordre, l'anarchie et le laisser-faire. Les maisons et les usines ne peuvent être édifiées au seul hasard des circonstances ou des intérêts, ni de l'ignorance complète du visage que prendra demain la France. De l'établissement d'un plan d'aménagement du territoire dépend l'avenir du pays.» C'est le Claudius «engagé et entrepreneur» qui relève le défi de Firminy. Il devient maire pour dix-huit ans de mandature. Les équipes seront rapidement constituées et la vallée de l'Ondaine en sera fortement transformée: avec sa majorité au conseil municipal, il va mettre en œuvre la politique d'aménagement du territoire qu'il vient d'annoncer, et concentrer sur Firminy les compétences les meilleures: André Sive, Marcel Roux, Charles Delfante, Le Corbusier, André Wogenscky, Auguste Mathoulin, Robert Auzelles, Jean Kling, Pierre Belvès, Henri Malvaux, Alicia Penalba, Henri Chombard de Lauwe, entre autres, et les meilleures entreprises du moment.

Affirmant à qui voulait l'entendre que son mandat de maire était celui qui lui donne le plus de moyens de réaliser son projet politique, il fait de Firminy et de son développement, Firminy-Vert, son chef-d'œuvre le plus marquant. Par les ouvrages qu'elle réunit en son sein, Firminy participe aujourd'hui de façon majeure à l'instruction par l'Unesco du classement au patrimoine de l'humanité des œuvres de Le Corbusier dans le monde, et elle impressionne autant par la marque humaniste que lui imprime la Charte d'Athènes que par les constructions monumentales de Le Corbusier.

C'est le Claudius «la conscience» qui, seul, en avril 1958, critique dans *La Croix* la politique du gouvernement concernant la prolifération non maîtrisée des grands ensembles : «Bientôt nous découvrirons que les grands ensembles, jetés au hasard des terrains disponibles, ne constituent que des morceaux brisés d'un urbanisme inexistant. En travaillant à la petite semaine, on risque de rendre incohérentes les agglomérations au lieu de faire des villes.» C'est lui encore qui, dans le même registre, nous rappelle en 1963 lors la journée mondiale de l'Urbanisme : «Viendra le jour où les hommes seront assez grands pour se servir de la voiture sans se laisser asservir par elle.» À nouveau, c'est Claudius «l'entrepreneur» qui relève en octobre 1956 le défi de créer la Sonacotral et de faire naître autour d'elle une équipe de pionniers qui érigent un groupe de sociétés anonymes d'HLM et les engagent dans la résorption des bidonvilles les plus hideux de France, au service des politiques sociales du logement et de l'intégration des travailleurs migrants. C'est encore Claudius «la conscience» qui, seul, interpelle à l'Assemblée nationale les responsables politiques à propos des ratonnades de 1959, de l'abolition de la peine de mort, ou encore qui rapporte la loi Veil.

Plus tard, c'est à nouveau Claudius «l'entrepreneur» qui devient président de l'union centrale des Arts décoratifs et qui, avec François Mathey, bouscule les habitudes convenues, et avec Henri

Malvaux, relance l'école Camondo. Tantôt c'est le Claudius «fraternel», le compagnon de route de Le Corbusier depuis leur mission aux États-Unis en janvier 1946, qui vit avec émotion et fierté la réconciliation réussie de Corbu et de son cousin Pierre Jeanneret sur le projet de Chandigarh, l'inauguration de l'Unité de Marseille en octobre 1952, de celle de Rezé en juin 1955, et celle de la chapelle de Ronchamp en juillet 1955, puis celle du couvent de La Tourette en septembre 1960, avant de connaître la joie d'accueillir son ami à Firminy en juin 1965 pour l'inauguration de la maison de la culture et pour la pose de la première pierre de l'Unité d'habitation.

Tantôt c'est Claudius «l'entrepreneur» qui, dans la fraternité des fidèles de Le Corbusier, réunit toutes les énergies nécessaires depuis août 1965 pour que l'église Saint-Pierre de Firminy-Vert soit construite et achevée, et que la promesse qu'il a faite à Corbu avant sa mort soit tenue. Tantôt c'est Claudius «l'écouter», président de SOS Amitié qui, dans la solitude qui l'éprouve depuis la mort de Marie-Louise, consacre ses jours de fête à soulager la solitude des autres. Tantôt c'est encore Claudius «l'entrepreneur» qui donne ses dernières énergies pour présider aux destinées du fonds européen des Personnes déplacées et prolonger son engagement pour l'accueil des plus démunis en Europe.

Cette surprenante alternance entre Claudius «le patron», l'entraîneur d'hommes infatigable, et Claudius «la conscience», le solitaire, vous allez maintenant la découvrir au moment même où l'actualité de ces derniers mois éclaire de tous ses feux l'acuité prémonitoire dont Claudius a su faire preuve dans les projets politiques les plus importants, et pour lesquels il s'est battu sans compter depuis 1940 : l'aménagement du territoire et la construction de l'Union européenne.

Dominique Claudius-Petit

Eugène Claudius-Petit (1907-1989), militant de la modernité *

* Benoît Pouvreau,

docteur en histoire de l'architecture, chargé de recherches au service du patrimoine culturel du conseil général de la Seine-Saint-Denis, auteur d'*Un politique en architecture, Eugène Claudius-Petit*, Paris, Le Moniteur, 2004, Itinéraires du patrimoine n° 286 ; de *Le Logement social en Seine-Saint-Denis* (1850-1999), Paris, édition du Patrimoine, 2004 et de *Les Cités-jardins de la banlieue du nord-est parisien*, Paris, Le Moniteur, 2007 (aux côtés de M. Couronné, M.-F. Laborde et G. Gaudry). Ce texte est un résumé d'une contribution publiée dans Guillot (Xavier) (dir.), *Habiter la modernité*, Saint-Étienne, publications de l'université de Saint-Étienne, 2006.

Méconnu, le parcours atypique de cet autodidacte devenu ministre et maître d'ouvrage est étroitement lié à des œuvres majeures de la modernité en France. Les unités d'habitation de Marseille, de Rezé et de Firminy, la chapelle de Ronchamp lui doivent beaucoup. Associée à la figure et à la pensée corbuséennes, l'œuvre d'Eugène Claudius-Petit ne se résume pourtant pas à sa relation avec le plus connu des Modernes. Outre Firminy-Vert, conçu par ses amis André Sive, Marcel Roux et Charles Delfante, que l'on redécouvre aujourd'hui, Claudius-Petit a contribué à l'histoire de l'architecture moderne en France en soutenant des architectes comme Jean Dubuisson, Pierre-André Émery, Bernard Zehruss, Jean de Mailly, Georges-Henri Pingusson, Paul Herbé, Fernand Pouillon, Jean Prouvé, ou plus proche de nous, Roland Simounet. Il a aussi, inlassablement et souvent à contre-courant, défendu une conception exigeante de l'architecture tout au long des Trente glorieuses.

Apprentissages

Né à Angers dans un milieu pauvre, apprenti ébéniste à douze ans, meilleur ouvrier de l'Anjou à seize ans, il s'est hissé à une maîtrise de son métier digne des Compagnons, grâce aux cours du soir. Mais « l'entrée » en architecture d'Eugène Claudius-Petit s'esquisse au cours des années 1930. En plus de ses engagements, syndical à la CGT aux côtés de libertaires, et politique à la Jeune République, parti qui allie gauche politique et catholicisme, Eugène Petit mène de front son métier d'ouvrier ébéniste au Faubourg Saint-Antoine et des cours du soir à l'École nationale supérieure des Arts décoratifs¹. Là, il suit des cours de dessin, de sculpture et d'histoire de l'art et, avec

ses camarades, il court les expositions et musées parisiens. Il découvre ainsi le Bauhaus, présenté pour la première fois à Paris en 1930. Alliant précision, technicité et formes pures, les œuvres du Bauhaus touchent l'ébéniste. Cette découverte constitue une véritable étape. Eugène Petit s'engage dès lors pleinement en faveur de l'art et de l'architecture modernes.

Grâce aux cours du soir, il devient professeur de dessin à Lyon, au lycée Ampère. Il met à profit son intérêt pour l'architecture et l'art modernes afin de concevoir un cours mettant ses découvertes à la portée de ses élèves. Outre le dessin, il les initie aussi bien à l'architecture et à l'urbanisme qu'à l'histoire de l'art. Intuitivement, il se dirige vers des œuvres qui sont devenues, depuis, emblématiques de la modernité. Il projette des diapositives de la galerie des machines, les hangars d'Orly, l'église du Raincy et le théâtre des Champs-Élysées. Enfin, il prend la mesure des œuvres de Tony Garnier à Lyon tout comme les « gratte-ciel » de Villeurbanne de Môrce Leroux. Dans cette période lyonnaise très féconde, il développe sa pratique de la photographie, expose ses toiles et continue à exercer son premier métier.

En 1937, Eugène Petit se rend à la grande exposition des Arts et Techniques. Il y découvre le pavillon finlandais en bois d'Alvar Aalto mais aussi le pavillon de la République espagnole de José-Luís Sert où Picasso présente Guernica. Mais c'est pour « le fameux pavillon sous toile » de Le Corbusier qu'il s'enthousiasme, profondément impressionné par cette réalisation et l'ensemble des projets qui y sont présentés.

Alger

La guerre qui se déclare en septembre 1939 va constituer un autre révélateur pour Eugène Petit : de simple citoyen, il va se hisser aux plus hautes responsabilités. Démobilisé en juin 1940, il s'engage progressivement dans la Résistance en réalisant de faux papiers. Il s'implique fortement dans le mouvement Franc-Tireur et entre au sein de son comité

¹ Eugène Petit ne devient Eugène Claudius-Petit qu'après-guerre, « Claudius » étant son pseudonyme dans la Résistance. Pour plus de précisions sur cette période se reporter à Pouvreau (Benoît), *Un politique en architecture, Eugène Claudius-Petit*, Paris, Le Moniteur, 2004.

directeur en 1942, sous le pseudonyme de « Claudius ». Il est cofondateur du Conseil national de la Résistance, présidé par Jean Moulin. Fin 1943, il gagne Alger pour représenter Franc-Tireur au sein de l'Assemblée consultative provisoire. Là, outre son action de délégué de la Résistance intérieure, Eugène « Claudius » Petit constatant l'ampleur des destructions causées par les bombardements alliés, pressent la nécessité de préparer la future reconstruction du pays. Progressivement, Claudius aborde, à l'Assemblée, ce problème que néglige alors le CFLN (comité français pour la Libération nationale, gouvernement provisoire). Il suit, par ailleurs, le travail mené par l'équipe de Bernard Zehrfuss pour reconstruire la Tunisie et participe au congrès de l'Unité au printemps 1944. Présidé par le colonel Antoine, ce congrès « réunit tout ce que l'Afrique en guerre compte d'ingénieurs et d'architectes, de techniciens des travaux publics et du bâtiment ». Avec d'autres délégués de l'Assemblée, Claudius assiste au congrès et intervient dans le débat. Il affirme alors « la nécessité de bâtir un programme de construction et non pas de reconstruction, [...] pour la France ». Bernard Zehrfuss, mais aussi Pierre-André Émery, Marcel Roux et André Sive sympathisent avec ce délégué de la Résistance. Architectes épris du mouvement Moderne et admirateurs de Le Corbusier, ils voient en Claudius un des leurs.

« Le recteur Henri Laugier, qui présidait aux destinées du tout jeune CNRS [depuis fin 1943], prolongea les travaux du congrès en créant une section d'urbanisme [...] Il m'a demandé de l'animer. »² Au sein du nouveau centre d'études et de recherches en Urbanisme (Ceru), Laugier nomme également Pierre-André Émery, André Sive, Marcel Roux, Jean de Maisonseul. La prestation de Claudius lors du congrès lui confère une importance nouvelle, notamment aux yeux des dirigeants de l'Unité. Il concrétise, en effet, leurs espoirs d'un relais politique efficace avec les instances du CFLN, jusqu'alors sourd à leurs projets. En avril 1944, les efforts de Claudius sont récompensés. Le commissaire à l'Éducation nationale,

² Témoignage de E. Claudius-Petit au colloque *La France en voie de modernisation*, Paris, FNSP, 4 et 5 décembre 1981 et Claudius-Petit (Eugène), *Choses vécues*, collectif, Paris-Paris, créations en France 1937-1957, catalogue d'exposition, Cnam/CCI, 1981, 527 p., p. 411, 629.

René Capitant, le nomme conseiller au commissariat à l'Éducation nationale et à la Jeunesse pour les questions d'urbanisme. Progressivement, cette action prend de l'importance.

Courant juin, le Ceru, publie le résultat de ses travaux dans un fascicule de 28 pages intitulé *Problèmes d'urbanisme* contemporain. Ces travaux sont fortement marqués par la Charte d'Athènes élaborée lors du congrès international d'Architecture moderne (Ciam) en 1933. Émery, de Maisonseul, Roux et Sive sont des partisans résolus de cette charte à laquelle ils s'intéressent ou adhèrent depuis l'avant-guerre. Grâce à eux, Claudius en saisit toute la portée. Ils signent ensemble cet ouvrage, destiné « à éclairer l'autorité et l'opinion en général sur la doctrine de l'urbanisme ». Ils présentent ici ce qu'ils estiment être « la solution [qui] remettra la France dans son rôle de grande puissance animatrice du monde, ou la rejettera à un rang qui n'est point le sien : l'aménagement du pays, l'équipement rationnel du pays, l'édification de la société de notre temps ». Avec ce « modeste ouvrage », ils souhaitent « être utiles à tous ceux qui se trouveront placés devant la tâche immense de refaire nos villes et villages que la guerre aura ou n'aura pas détruits ». « L'Homme peut maintenant, par une industrialisation poussée, par une préfabrication des éléments essentiels de la maison, construire vite, très bien, aussi grand et aussi haut qu'il le veut. » Ils tiennent par-dessus tout à ce que les édiles comprennent que toutes les conditions sont réunies pour mettre en œuvre une vraie politique de construction, d'aménagement et d'équipement de la France.

« Comment reconstruire ? »

À la Libération, les travaux et études menés par Eugène « Claudius »-Petit préfigurant un ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ne sont pas pris en compte par le général de Gaulle. Concurrents de la réflexion pourtant très en deçà du Comité général des études, ces travaux sont par ailleurs présentés par un homme jugé trop jeune, trop peu expérimenté

3 Le général de Gaulle écrit à son sujet, le 19 juillet 1946 : « C'est un homme jeune, plein d'idées, à la fois artistiques et pratiques, passionné en matière d'urbanisme [...] parmi tous les éléments qu'offre aujourd'hui ce qu'il est convenu d'appeler la « Résistance », il est à mon avis l'un de ceux (hélas assez peu nombreux) qui ait vraiment du mérite et des capacités. » (archives privées).

4 AN, 538 AP, lettre de Claudius-Petit à P.-A. Emery du 27 octobre 1944. Une note en marge d'un courrier nous révèle ce que pense de lui Le Corbusier : « Très intelligent, très émotif, très impressionnable illusionniste. Très actif, son opinion vaut quelque chose énergie, passionné, impatient, égocentrique. On peut compter sur lui. » Annotation sur une lettre, non datée, de Claudius-Petit à Le Corbusier, archives de la fondation Le Corbusier (FLC: E1 (16) 133).

5 Claudius est admis le 8 novembre 1944 à l'Ascoral (assemblée de Constructeurs pour une rénovation architecturale).

6 Baudouï (Rémi), Raoul Dautry 1880-1951 *Le Technocrate de la République*, Paris, Balland, 396 p., p. 289.

par de Gaulle, malgré l'estime qu'il lui porte³. Claudius recherche le soutien de Le Corbusier et le rencontre dès le 19 octobre. C'est pour Claudius, « le meilleur des contacts »⁴. Le Corbusier est séduit par l'enthousiasme de son interlocuteur, la ferveur qui l'habite et, plus simplement, par la personnalité de cet autodidacte. Enfin, l'architecte n'est pas indifférent à son réseau de relations, ni à ses projets. Peu après, Le Corbusier l'accueille au sein de l'Ascoral⁵. Pourtant le 16 novembre, c'est Raoul Dautry qui est nommé à la tête du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU)⁶. Avec celui-ci, le pragmatisme l'emporte. Les administrations de Vichy sont conservées et fusionnent au sein du MRU, l'épuration y est symbolique et l'appareil législatif de Vichy subit un simple « nettoyage ». Claudius se prépare au rôle d'opposant. Ses responsabilités au sein de l'Assemblée, ses amitiés, vont lui permettre de se faire entendre et de faire ses propositions. Dans cette période, il multiplie les rencontres : André Bloc, le directeur de l'*Architecture d'aujourd'hui*, Jean Prouvé, puis Paul Herbé. Par ailleurs, Claudius prépare son intervention à l'Assemblée consultative. Sa demande d'un débat sur la reconstruction, en novembre 1944, a enfin abouti.

Le 5 mars 1945, à l'Assemblée, Claudius se lance dans sa première grande intervention. Il commence en affirmant que le débat « porte sur la plus grande réforme de structure que nous ayons à accomplir. [...] [Elle] conditionnera l'équipement du pays, le logement des hommes en France, le développement de la famille, le contrôle de la santé. Pour tout dire, il s'agit, par cette réforme, d'assurer la réussite de la renaissance française. » Dans ce discours très travaillé, Claudius se veut objectif, loin des « querelles d'écoles ». Pour lui, une seule alternative s'offre au pays : « ou bien la France recommencera son passé, reconstituera un musée en toc [...] ou bien la France continuera sa tradition. Sa tradition ? Elle est de tenir compte des événements, de tenir compte des possibilités nouvelles, de tenir compte des matières nouvelles, et de construire des villes jeunes, où l'Homme sera réconcilié avec la nature,

des villes qui seront des écrins de vie pour envelopper les bijoux authentiques du passé. La coexistence d'une ville moderne et des témoins du passé est une querelle qui doit être vidée une bonne fois. [...] Car] c'est au nom de l'esthétique qu'on s'oppose à toute entreprise, qu'on tolère et qu'on maintient les taudis. L'esthétique vient d'elle-même, lorsque les hommes ont traduit dans la matière les buts qu'ils veulent atteindre. [...] L'esthétique ne s'invente pas, elle est simplement la concrétisation des aspirations d'une époque. »

En pédagogue avisé, face à un auditoire novice en la matière, Claudius se réfère, pêle-mêle, à Philibert Delorme, Vitruve, parle des cathédrales gothiques et de la Renaissance française. Il tente ainsi de rassurer ses collègues et de leur démontrer qu'il n'y a rien de « révolutionnaire » à vouloir construire selon les possibilités de son temps. Il met en garde son auditoire contre les solutions d'avant-guerre, la coûteuse et aliénante banlieue, le mirage de la maison individuelle pour tous, étendant indéfiniment la ville. Claudius attaque également la tentation régionaliste du gouvernement. « Est-ce qu'on va continuer selon les idées que Vichy avaient établies et reconstruire nos petits villages de la Champagne comme des villages de poupées pour touristes en mal de dimanche ? [...] Il faut que vous dénonciez les plans établis sous Vichy, car ils ont été faits avec un esprit faux et sont vides de doctrine, de pensée et de foi. [...] Le drame de notre pays, c'est que les architectes ont reçu une mauvaise formation « urbanistique », c'est qu'à l'école des Beaux-Arts on ne leur apprend pas à construire la « machine à habiter » mais à construire des palais. »

Enfin, il réaffirme la dimension politique et sociale que doit revêtir à ses yeux la reconstruction, la « renaissance » du pays : « Nous avons eu l'époque des cathédrales, celles des grands cloîtres, puis l'époque des palais municipaux et nous en sommes à celle des palais ouvriers. [...] La France réussira cette reconstruction ou elle la ratera. Elle doit la réussir pour inscrire dans son sol même les conditions d'un véritable socialisme. [...] »

Allons-nous essayer de lutter avec cette espèce de conception capitaliste que nous espérons dépassée? N'allons-nous pas, au contraire, apporter une solution nouvelle à ce problème du logement, transformer l'habitat en un véritable service public, [...] allons-nous prendre conscience que tout ce qui touche le logement est une affaire qui regarde essentiellement la société, l'État et la collectivité tout entière?»

Cette intervention est l'aboutissement de la réflexion sur l'architecture et l'urbanisme que mène Claudius depuis les années 1930. De ce point de vue, ce discours est fondateur et profondément personnel. Il assoit sa réputation dans les deux milieux dans lesquels il évolue et où il veut peser : la classe politique et les hommes de l'art, au sens le plus large. Cette intervention lui permet de s'imposer définitivement aux yeux des Modernes que sont Le Corbusier, Prouvé et auprès du Front national des architectes, mais aussi face à leurs principaux détracteurs, régionalistes ou défenseurs d'un certain académisme qui feront désormais de Claudius une de leurs « cibles ». Politiquement, il se fait remarquer de façon décisive d'hommes influents comme René Pleven, Raoul Dautry, François Billoux, mais aussi Vincent Auriol et Léon Blum. Très impliqué dans tous les débats de la reconstruction depuis la Libération, porté par son parti qui devient une composante importante de la majorité gouvernementale, Eugène Claudius-Petit est nommé ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme le 11 septembre 1948.

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

Une fois ministre, Eugène Claudius-Petit constate rapidement que le pouvoir ministériel est très relatif et que sa marge de manœuvre est faible, entre les impondérables et les simples blocages. La reconstruction lui échappe en grande partie car le ministère n'en a pas la maîtrise d'ouvrage, et il subit de plus la situation économique du pays ainsi que le poids financier

de la guerre d'Indochine. Cependant, Claudius-Petit s'efforce de hâter la reconstruction par des mesures qui vont être progressivement acceptées. Il incite ainsi très fortement à la reconstruction groupée et à la copropriété des sinistrés très portés sur le pavillon individuel. Les immeubles collectifs sans affectation individuelle (Isai) créés par Dautry, se révélant très coûteux et souvent peu esthétiques, ne séduisent pas les sinistrés. Le ministre leur substitue les immeubles préfinancés. Cette procédure d'avance financière permet au MRU de réaliser des opérations de reconstruction qui restent cependant sous la responsabilité des associations syndicales ou des coopératives de reconstruction. Ce système subordonne ainsi à l'architecte du secteur la reconstruction d'ensemble, à l'échelle d'un îlot le plus souvent. Convenant aux sinistrés par les économies réalisées et le temps gagné, le préfinancement permet au MRU de retrouver des prérogatives en terme de normes et de qualité architecturale, tout en modifiant le point de vue des sinistrés et des entrepreneurs. Cette solution s'impose dans de nombreuses villes sinistrées.

Claudius-Petit souhaite également relancer la construction des Habitations à bon marché (HBM) jusque-là déficitaire et peu importante. Il juge cependant indispensable de réformer en profondeur les offices d'HBM afin d'en faire le mode d'habitation du plus grand nombre, et tout particulièrement des ouvriers, pour enfin bâtir pour tous dans la « société sans classes » qu'il appelle de ses vœux. Il espère ainsi réduire progressivement la crise du logement, détruire les taudis et loger les sans-abri. De fait, il parvient à augmenter les crédits affectés aux constructions d'HLM, ouvre ces organismes à l'accession à la propriété, accélère, simplifie et élargit les prêts auxquels ils ont accès.

Enfin, Claudius-Petit travaille à une mutation du service « des chantiers expérimentaux », chargé de l'expérimentation et de l'innovation, qui n'a que partiellement atteint ses objectifs. Il conserve la procédure de concours mais change d'échelle en mettant à l'étude trois concours de 200

Affiche de Bernard Villemot pour le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, 1949.



logements puis passe à 800 logements avec le concours de Strasbourg en 1951. Il compte ainsi amorcer le rapprochement entre les architectes, les ingénieurs et les entrepreneurs que seuls quelques pionniers ont mis en œuvre. L'exemple de l'atelier des Bâisseurs (Atbat), qui fait travailler de concert architectes et ingénieurs sur le chantier de l'unité de Marseille, doit, selon lui, se généraliser pour permettre d'atteindre des résultats probants et une industrialisation du secteur.

Promouvoir la qualité architecturale

À la tête du ministère, Eugène Claudius-Petit entend placer au centre de son dispositif de modernisation l'architecte et l'urbaniste, seuls garants de la qualité de la ville à ses yeux. S'il juge incontournable d'aller au-delà de la Charte d'Athènes et appelle les architectes de toutes tendances à s'exprimer librement, il exalte néanmoins la modernité architecturale et place Auguste Perret aux côtés de Le Corbusier comme figures tutélaires de la nouvelle architecture française. Il appelle ainsi au ministère Pierre Dalloz, rencontré dans la Résistance, passionné d'architecture et ami d'Auguste Perret. André Sive, Marcel Roux et Paul Herbé intègrent également le cabinet.

Durant les quatre années qu'il passe au MRU, Claudius-Petit s'efforce de faire évoluer la production architecturale française. Prudent, il se fait observer par une profession conservatrice et un ordre des Architectes soupçonneux. Claudius-Petit ne veut pas se montrer dogmatique, d'ailleurs la reconstruction, malgré sa lenteur, est déjà avancée et il lui est impossible d'imposer des réformes radicales. Les plans de reconstruction et d'aménagement sont approuvés, les architectes en chef sont nommés et les sinistrés veillent à ce que rien ne retarde une reconstruction déjà trop attendue. Mais il parvient à vaincre des résistances qui, finalement, se décrédibilisent par leur acharnement même à ne rien changer, totalement à contre-courant de la société française, de ses évolutions et de ses besoins.

7 Gaston Bardet multiplie les polémiques et dénonce la « dictature de Claudius Minimus célèbre résistant... au ridicule », dans *La Journée du bâtiment* en 1949.

8 Pour plus de détails se reporter à Voldman (Danièle), *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954, histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 487 p.

En 1949, il crée le service de l'Architecture au sein de la direction de la Construction. L'architecture et les architectes sont désormais plus respectés au sein du MRU et le ministre prend souvent la défense d'une profession critiquée par les sinistrés et les politiques. Lucide et pragmatique, Claudius sait cependant que ses initiatives et sa politique de construction irritent une partie non négligeable de la profession⁷. L'industrialisation, la préfabrication et le rapprochement avec les ingénieurs sont incontestablement mal accueillis. Ainsi, l'ordre des Architectes déconseille aux jeunes prix de Rome de participer aux concours.

Mais sur ses objectifs, simples et concrets, répondant à une situation de crise du logement aux proportions inquiétantes, le ministre ne transige pas. Claudius ne souhaite pas imposer les logements collectifs ou la préfabrication, mais il les estime l'un et l'autre nécessaires pour satisfaire les énormes besoins. En matière de reconstruction, il ne recherche pas le conflit avec les architectes en chef ou les maires, mais avec l'aide de Dalloz et d'Herbé qu'il a placés à la tête du service de l'Architecture, il intervient ponctuellement sur des plans déjà approuvés quand il l'estime nécessaire. Soucieuses de concertation, leurs recommandations font le plus souvent l'objet de négociations avec les municipalités et les sinistrés et posent peu de problèmes, mais réclament l'implication et la force de conviction du ministre. Les tensions sont plus vives quand ces directives remettent plus fondamentalement en cause les plans et, surtout, risquent de ralentir la reconstruction. Mais les conflits graves sont rares et seuls ceux qui se nouent à Marseille et Toulon défraient véritablement la chronique et prennent une dimension nationale. Ces conflits sont d'autant plus retentissants qu'ils se soldent par le remplacement d'architectes en chef reconnus par de jeunes praticiens, Fernand Pouillon et Jean de Mailly⁸.

Outre ces interventions ponctuelles, le ministre innove en créant le corps des architectes-conseils par l'arrêté du 24 juin 1950. Nommés par le ministre, ces derniers sont chargés de deux à trois

9 AN, 538 AP, discours de Claudius-Petit aux architectes-conseils du 3 novembre 1950 : « Comme moi, vous êtes là pour permettre ou empêcher, mais vous n'êtes pas là pour faire. [...] mais ce que je vous demande sans cesse, c'est de faire en sorte que tous les logements soient inscrits dans un ensemble où l'on tienne compte de la verdure ou au moins des arbres, dans lequel on tiendra compte de l'espace et dans lequel on tiendra compte de la densité (en moyenne envisagez de 3 à 500 habitants à l'hectare et surtout pas 1 000 ou 1 200 à l'hectare, mais pas non plus 150, à moins d'avoir à créer un espace vert de compensation dans un quartier à trop forte densité) [...]. Ce que je cherche c'est créer une sorte d'harmonie, une sorte de symphonie avec des maisons hautes et des maisons basses. Là où il faut être systématique, c'est pour refuser les cours intérieures, tout ce que nous voulons chasser, là où il faut peut-être ne pas être systématique mais où il faut être persuasif, c'est contre la conception bourgeoise du logement qui veut que la plus belle façade soit sur la rue, où cependant le bruit est infernal et, au contraire, la façade sacrifiée sur le jardin, alors qu'elle devrait être la façade agréable. »

départements chacun. Ils assurent le lien entre l'administration centrale et l'administration locale et conseillent les délégués départementaux du MRU, mais dialoguent aussi avec les architectes en chef, les maires, les préfets. Ils vont ainsi grandement contribuer à l'adoption des préfinancés⁹. Le choix de ces architectes-conseils, parmi les meilleurs éléments de la jeune génération, est le fruit d'un savant dosage : des amis de longue date, de jeunes prix de Rome, des architectes distingués lors de la reconstruction, de très jeunes architectes remarqués pour l'originalité de leurs travaux et, enfin, des « institutionnels »¹⁰. Mis à la disposition des autres ministères et des entreprises nationalisées, ces architectes sont, par ailleurs, investis des opérations « phares » auxquelles Claudius tient tout particulièrement. Ainsi, Dubuisson se voit confier le chantier du Shape de Saint-Germain-en-Laye, Gagès et Grimal sont chargés de l'opération du secteur industrialisé de Bron-Parilly, près de Lyon, et Zehrfuss conçoit pour la régie Renault, dirigée par Pierre Lefauchaux, l'usine de Flins et les logements du personnel d'Épône et des Mureaux. Collectivement, cette jeune génération d'architectes intègre tous les courants modernes, revendiquant Perret comme Le Corbusier, se pénètre de la Charte d'Athènes, bref, ils satisfont tous les espoirs de Claudius, Dalloz et Herbé. Avec cette équipe, Claudius parvient réellement à ses fins et insuffle l'esprit nouveau sur l'ensemble du territoire. La nouvelle architecture française est enfin mise en valeur, notamment au salon des Arts ménagers.

Grâce à sa longévité ministérielle, à l'estime que son action inspire, le ministre s'autorise, de plein gré cette fois, des prises de position plus personnelles et moins consensuelles. Reprenant la démarche initiée par Le Corbusier et son association pour une synthèse des Arts créée en 1949 et présidée par Matisse, le groupe Espace s'efforce également de réunir peintres, sculpteurs et architectes¹¹. Né de la volonté conjointe de Félix Del

10 Sont nommés architectes-conseils : Marcel Roux, André Sive, Bernard Zehrfuss, Jean Le Couteur, Jean Dubuisson, Guillaume Gillet, Jean de Mailly, Fernand Pouillon, Henri Madelain, Jean-Louis Fayeton, André Le Donné, Pierre Sonrel, Gustave Stoskopf, René Gagès, Franck Grimal, Laurent Chappis, Jacques Duvaux.

11 Abram (Joseph), *L'Architecture moderne en France, du chaos à la croissance 1940-1966*, t. II, Paris, Picard, 1999, 327 p., p. 81-88.

12 Selon Claude Parent, l'Ordre a en horreur Espace et le CEA, très proche d'Espace, subit le même sort (entretien avec l'auteur du 3 novembre 1998).

Marle et d'André Bloc en octobre 1951, Espace associe des peintres issus du Néoplasticisme, des plasticiens, des architectes et des constructeurs. André Sive, Marcel Roux, Paul Herbé, Jean Le Couteur sont aussi partie prenante. Parmi les réalisations du groupe, très intéressé par la polychromie, outre la collaboration Zehrfuss/Del Marle pour la régie Renault, on peut noter celle de Nelson avec Fernand Léger pour l'hôpital de Saint-Lô, celle d'Herbé avec Prouvé et Del Marle pour la foire-exposition de Lille et pour Bamako. En acceptant la présidence d'honneur d'Espace, Claudius prend part à une initiative à laquelle il adhère totalement et lui assure un soutien efficace face aux attaques qu'elle subit, notamment dans *La Journée du bâtiment* en février 1952¹².

C'est dans le même état d'esprit que le ministre prend part à la création du cercle d'Études architecturales (CEA), association née de la volonté de Dalloz de réunir architectes, ingénieurs, hauts fonctionnaires, maîtres d'ouvrage et hommes politiques. Créé en décembre 1951, le CEA tient sa séance inaugurale le 14 mars 1952, il a pour membres d'honneur Franck Lloyd Wright et Walter Gropius, Perret en est le président-fondateur, selon le vœu de Dalloz. Le Corbusier en est membre, tout comme Bernard Laffaille, Jean Prouvé, mais aussi Max Querrien, Edgar Pisani, Jacques Chevallier et François Bloch-Lainé (caisse des Dépôts et Consignations). Chaque année, le CEA remet son prix à une personnalité qui « concourt à faire valoir l'esprit d'architecture ». Le Cercle se propose, par ailleurs, de réfléchir sur la profession d'architecte et son enseignement, sur la protection du paysage, et « la recherche du progrès et de la productivité dans l'industrie du bâtiment ». Là encore, la participation de Claudius-Petit à une telle association est mal vue de l'Ordre, qui appelle le CEA le « contre-Ordre », et donne lieu à des articles polémiques virulents. Une fois de plus, le ministre garde son indépendance et assume ses convictions et ses amitiés.

Le Corbusier

Dès l'automne 1948, Claudius-Petit apporte tout son soutien à Le Corbusier, lucide sur ses propres pouvoirs et conscient des contraintes de cette amitié. Celle-ci lui vaut, en effet, de constants reproches et lui impose une certaine réserve et surtout pas le traitement de faveur qu'espère l'architecte. Cela n'empêche pas Claudius de le défendre ardemment en toutes occasions. Malgré un emploi du temps surchargé, il prend le temps de le recevoir, lui rend visite, à son domicile comme à son atelier, au 35, rue de Sèvres.

L'aide qu'apporte le ministre à l'architecte est discrète mais constante. Outre son soutien énergétique pour l'Unité d'habitation de Marseille dès sa nomination, il fait un très bon accueil en janvier 1950 aux envoyés du Premier ministre indien, Jawarharlâl Nehru, P. N. Thaper et P. L. Varma, chargés de recruter un architecte pour édifier la nouvelle capitale du Pendjab, Chandigarh. Si Claudius leur vante les mérites de Perret et de Beaudouin et leur conseille de leur rendre visite à leur agence, le ministre se fait très convaincant quand il leur parle de Le Corbusier. En confiant ce travail à Corbu, leur dit-il, « vous aurez une architecture qui viendra du sol, qui viendra du paysage. Ce sera quelque chose qui sera né là-bas. » Enfin, il leur fait l'éloge de son cousin Pierre Jeanneret. Les émissaires de Nehru se souviendront de la conviction du ministre et de l'impression que leur a fait Le Corbusier dans son atelier.

Parallèlement, Claudius appuie le projet d'Unité de Rezé et tombe en admiration devant le projet de la chapelle de Ronchamp, il accepte de contribuer à convaincre l'archevêque, Mgr Dubourg, de confier ce chantier à Le Corbusier. D'une part, Claudius s'engage à suivre personnellement le dossier de dommages de guerre de la chapelle, d'autre part, il se prête à la lubie de Corbu qui grave sur disque les propos enthousiastes du ministre. Le 20 janvier 1951, la commission diocésaine d'Art sacré accepte définitivement le projet.



Le Corbusier
et Alvar Aalto
photographiés par
Eugène Claudius-Petit
à New York en 1946.

13 Assemblée nationale, débat du 14 novembre 1951, *JO*, p. 8014, *La France catholique* du 1^{er} février 1952, *La France* et *Le Méridional*, à Marseille, popularise l'expression « Maison du fada », seul *Le Provençal* de Gaston Defferre défend Le Corbusier localement.

En 1952, Le Corbusier et son projet d'Unité d'habitation de Rezé mais surtout Claudius, plus sérieusement visé, subissent une véritable offensive menée par Georges Labro et Robert Béguin. Tous deux font une conférence de presse le 18 janvier au siège de la société des Architectes diplômés par le gouvernement, rue du Cherche-Midi, contestant l'octroi de prêts HLM au projet de Rezé au détriment des maisons individuelles souhaitées par une majorité de Français, ils s'en prennent également à Marseille et cette initiative est fortement relayée dans la presse où les termes les plus durs sont utilisés. À l'Assemblée, des parlementaires n'hésitent pas à parler de « clapier » : désormais on parle d'une « philosophie concentrationnaire », de « Maison du fada »¹³. Le Corbusier a beau porter plainte à l'ordre des Architectes, le mal est fait.

Ces tensions s'apaisent avec l'inauguration de l'Unité de Marseille en octobre 1952. Le ministre en fait un événement positif pour le ministère et pour l'architecte. Pour Rezé comme pour Ronchamp, les efforts du ministre permettent d'espérer le lancement imminent des chantiers. Quoi qu'il ait pu en penser Le Corbusier, Claudius-Petit ministre a, en définitive, fortement contribué à le faire travailler.

Pour une capitale moderne

Enfin, Eugène Claudius-Petit s'intéresse de près à l'aménagement de Paris. Pour accueillir l'exposition internationale prévue pour 1955, Claudius est un fervent partisan de l'aménagement du rond-point de la Défense. Il tient particulièrement à ce que cette exposition soit l'occasion d'une opération d'urbanisme définitive, prévoyant des habitations et restreignant autant que possible le temporaire, afin d'en faire un nouveau pôle de développement pour la capitale. Il repousse l'exposition à 1961 lors du Conseil des ministres du 8 novembre 1950, et peut ainsi mener les premières réserves foncières, grâce au Fonds national d'aménagement du territoire

qu'il a créé. Il confie à Camelot, Zehrfuss et de Mailly l'aménagement du secteur en 1952. Par ailleurs, Claudius prend part à l'intense polémique qui entoure l'installation de l'Unesco à Paris. Favorable à ce projet depuis 1948, il affirme tout le bien qu'il pense du choix de l'institution internationale très décrié et rejeté par la municipalité, la préfecture, la commission des Sites et des Paysages.

En décembre 1952, Eugène Claudius-Petit quitte le MRU relativement satisfait. Ses inlassables efforts de pédagogie ont porté, la construction a pris le pas sur la reconstruction, l'industrialisation du bâtiment est en route, la nécessité de l'aménagement du territoire est reconnue et les solutions possibles de la crise du logement sont identifiées. L'objectif des 240 000 logements par an, la réforme foncière, la contribution des employeurs, entre autres, sont déjà repris ici et là et, quelques mois plus tard, ces solutions seront soutenues par le gouvernement et votées par le Parlement. La politique globale de l'habitat qu'Eugène Claudius-Petit a défendue tant bien que mal s'impose enfin. Mais, parce qu'il n'a pu que l'esquisser, cette politique reste modifiable et interprétable à loisir. Conscient de la fragilité de cet édifice, Claudius en souligne l'équilibre précaire et les risques d'une systématisation, dans une interview aux *Échos*, début décembre 1952. Il y évoque, notamment, le danger d'accorder une trop grande place à l'accession à la petite propriété, et fait part de sa crainte de voir l'architecte supplanté par l'ingénieur et le bureau d'études¹⁴.

¹⁴ *Les Échos*, n° 116, du 7 décembre 1952.

Observateur attentif et critique

En février 1954, après l'intense mobilisation qui a suivi l'appel de l'abbé Pierre, son successeur au ministère de la Reconstruction et du Logement, Maurice Lemaire, présente le détail de ses mesures à la commission de la Reconstruction. Son plan prévoit la construction de 100 000 logements d'urgence en région parisienne et autant en province, enfin, à

moyen terme, il envisage un concours sur 500 000 logements, souhaitant abaisser le coût unitaire à un million de francs. Claudius réagit vivement. « Un mouvement de charité, aussi admirable soit-il, ne pourra pas se prolonger si les moyens de financement ne sont pas compris de telle sorte que la construction de logements accompagne, supporte et soit en même temps la récompense d'une politique d'expansion économique. [...] Il est inexact que le problème du logement sera résolu dans quatre, cinq ou même dix ans. Je prétends qu'il ne sera pas résolu dans vingt ans. »

En août 1954, la crise liée au vote créant la communauté européenne de Défense (CED) permet à Claudius de remplacer, par intérim, le ministre de la Reconstruction démissionnaire, Lemaire. Il s'empresse alors d'accorder le permis de construire du palais de l'Unesco conçu par Zehrfuss, Marcel Breuer et Pier-Luigi Nervi. Son prédécesseur s'y refusait pour ne pas affronter une campagne de presse bien orchestrée, très hostile à une œuvre moderne dans ce quartier historique du septième arrondissement. Faisant fi de l'avis de la commission des Sites qui exige des modifications, Claudius affirme avec force la primauté de l'œuvre et la liberté de l'architecte. Le chantier s'ouvre enfin, mais la crise politique de la CED se poursuit et Claudius ne s'occupe de construction et d'urbanisme que pendant une quinzaine de jours puisqu'il démissionne à son tour fin août.

Exigeant, Claudius-Petit n'est pas cependant un partisan de la modernisation à tout prix. Ainsi, à l'automne 1954, il est un des rares à s'opposer au plan de Bernard Lafay pour l'aménagement de Paris qui prévoit la transformation du canal Saint-Martin en grande voie de pénétration routière dans Paris. S'il accueille plus favorablement le rapport de Pierre Sudreau sur Paris et sa région, il craint l'affairisme qui se développe. Partisan de « refaire Paris sur Paris », comme Claudius l'affirme au cercle d'Études architecturales (CEA) en février 1955, il lui semble cependant indispensable de dénombrer « ce qu'il faut garder et soigner [et] qu'on laisse dépérir (les vieux hôtels du Marais,

15 AN, 538 AP, réunion du CEA séance du 14 février 1955.

16 AN, 538 AP, lettres d'Émery à Claudius-Petit des 12 juillet et 2 août 1957.

17 Deluz (Jean-Jacques), *L'Urbanisme et l'architecture d'Alger. Un aperçu critique*, Liège/Alger, Mardaga/OPU, 1988, 195 p., p. 60-107.

18 *La Croix* des 27-28 avril 1958.

par exemple) [...] mais, il faut enlever toute la crasse autour et supprimer toutes les ruelles infâmes »¹⁵. Claudius se déclare, par ailleurs, contre l'objectif du secrétaire d'État à la Reconstruction et à l'Urbanisme, Bernard Chochoy, qui veut construire 320 000 logements par an. Le chiffre de 240 000 lui semble toujours plus raisonnable. Au congrès national du mouvement HLM de juin 1957, Claudius s'élève contre la ségrégation en cours, avec les logements pour fonctionnaires, pour jeunes travailleurs... Il s'alarme également de la spéculation foncière et de ses conséquences. « À quoi assistons-nous donc à Paris maintenant ? [...] Sinon à l'éviction de toute la population ouvrière de la capitale de la France. [...] Dans tous ces quartiers soumis à la plus étonnante des spéculations [La Défense et les opérations Maine-Montparnasse et Front de Seine en gestation], pour permettre aux terrains d'apparaître tout de même pas trop chers, on va empiler sur ces espaces le maximum de constructions, pour un rendement qui ne peut se justifier que dans le cadre d'un rendement capitaliste. [...] Pour que nous restions une société sans classes, donc une ville sans classes, il faut que le terrain soit disponible pour que les plans permettent d'esquisser la ville de demain. »

Si Claudius se montre si offensif, c'est parce qu'il constate que personne n'entend sérieusement freiner la dérive en cours. Et il est d'autant plus en colère et déçu, que ses propres amis y participent. D'Alger, Émery lui fait part de son « indignation, provoquée par les agissements de ceux qui ont été nos amis, et qui te doivent le plus clair de leur réussite »¹⁶. Car en Algérie aussi l'investissement immobilier connaît une croissance sans précédent. Herbé, Dalloz, Hanning et Pouillon réalisent de très imposants programmes, dont ils excluent les architectes locaux¹⁷. Claudius vit mal cette évolution et partage probablement l'analyse amère mais lucide d'Émery.

Fin avril 1958, il s'oppose de nouveau très fortement à la politique gouvernementale dans *La Croix*¹⁸. Sous le titre « La France cherche toujours un toit », Claudius-Petit déclare notamment : « Il n'y a pas de poli-

tique du logement en France, je veux dire de politique stable, digne de ce nom, [...] certains grands ensembles vont grouper 10 000, 15 000 ou 20 000 personnes dans un même et unique type de logements réservés à une catégorie de salariés ou d'employés définis par un maximum et un minimum de ressources. À la monotonie des maisons va s'ajouter la monotonie des habitants. [...] Bientôt, nous découvrirons que les grands ensembles, jetés au hasard des terrains disponibles, ne constituent que des morceaux brisés d'un urbanisme inexistant. En travaillant à la petite semaine, on risque de rendre incohérentes les agglomérations au lieu de faire des villes. »

Alors que la polémique enfle autour des « grands ensembles » avant que le terme de « sarcellite » ne fasse son apparition, Claudius prend clairement position. Le ministre Pierre Sudreau incrimine, comme beaucoup, la Charte d'Athènes, Claudius s'en fait le défenseur lors du colloque qu'organise le centre national d'Amélioration de l'habitat (CNAH) en janvier 1960¹⁹. Pour lui, s'attaquer à la Charte d'Athènes est une façon détournée de s'en prendre à Le Corbusier et aux architectes mais surtout de ne pas aborder le problème au fond. « Notre société basée sur l'argent a vite fait de se donner bonne conscience en accusant les architectes et les promoteurs car ceux qui, systématiquement, pour obtenir le meilleur rendement de crédits [...] s'en tiennent à ce qui est immédiatement et apparemment utile ont leur responsabilité. Ils la partagent avec un Parlement qui ne veut jamais voter les impôts nécessaires pour que les crédits soient normaux [...]. Ne demandons pas aux promoteurs et aux architectes d'être des héros si, lorsqu'ils se rendent dans certaines administrations, en disant : « Nous voulons construire 80 logements à l'hectare », ils s'entendent répondre : « Vous gâchez le terrain ! Il faut "densifier", il faut mettre 100 ou même 120 logements à l'hectare. » Après tout, cela rapporte davantage d'argent. Pourquoi ne le feraient-ils pas ? [...]. Si l'on veut diversifier la population et les types de construction, tout en utilisant au maximum l'industrialisation,

19 Le ministre Sudreau exprime ces critiques dans *Le Figaro Littéraire*, du 15 août 1959 et la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} janvier 1960. Le colloque du CNAH sur « le problème des grands ensembles » a lieu du 21 au 23 janvier 1960 à l'Unesco.

20 Colloque du CNAH des 21-23 janvier 1960.

21 Claudius-Petit (Eugène), « L'État et l'architecture », *Techniques et Architecture*, mai 1960, p. 58-60.

ce qui n'empêche pas de varier l'architecture, par exemple en multipliant les immeubles à façade libre, peut-être la construction coûtera-t-elle 10 % de plus, mais tous les malheurs que l'on attribue actuellement aux grands ensembles et que l'on fait défiler devant nous avec complaisance seront peut-être évités, et cela mérite bien 10 % de plus. »²⁰ De même, s'il estime la réforme des HLM plutôt positive, notamment la diminution du nombre de catégories et la réévaluation à la hausse des normes et surfaces, il est persuadé que les prix-plafonds vont réduire à néant ces efforts car ils ne tiennent pas compte de l'augmentation du coût de la construction.

Pour une maîtrise d'ouvrage de qualité

En mai 1960, Eugène Claudius-Petit publie « L'État et l'architecture » dans *Techniques et Architecture*²¹. Il y définit ainsi le rôle idéal de l'État : « promouvoir, susciter, provoquer, permettre, protéger l'expression libre de l'architecte au nom de l'intérêt général, face à la médiocrité inévitable et trop constante des intérêts particuliers ». Cette définition de l'action publique en faveur de la qualité architecturale, il s'efforce de la mettre en œuvre à Firminy, dans la banlieue de Saint-Étienne, où il est maire durant dix-huit ans et à la tête de la Sonacotra, qu'il dirige de 1956 à 1978.

Fidèle aux idées développées au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Claudius-Petit entend faire la démonstration de leur validité à Firminy. En 1953, élu maire, Eugène Claudius-Petit découvre une cité ouvrière aux routes en terre battue, appelée « Firminy la noire », où beaucoup trop de logements n'ont ni eau courante ni électricité. S'y investissant pleinement, il mène à Firminy une politique ambitieuse et y réalise l'essentiel de ce qu'il n'avait qu'esquissé sur le plan national au ministère. En dix-huit ans de mandature, son action transforme en profondeur la cité minière. Rénovant le centre-ville, il crée un nouveau quartier confié à André Sive, Marcel Roux et Charles Delfante. Mêlant

hygiénisme et urbanisme, le projet se réalise selon les directives d'un plan d'urbanisme directeur, permettant une réorganisation complète de la cité. Il déplace en périphérie les activités industrielles et le flux routier de la nationale et crée un nouveau centre liant ancienne et nouvelle ville autour d'un espace réunissant des équipements culturel, cultuel, sportif et commercial. Nommé Firminy-Vert, prix de l'urbanisme 1961, ce quartier réunit un millier de logements HLM, des écoles, tout en s'efforçant d'éviter la ségrégation sociale. L'ensemble est complété par un patrimoine architectural de Le Corbusier unique en Europe : un stade et une maison de la culture, une église et une Unité d'habitation, depuis classés monuments historiques. Le soin apporté aux réalisations et aux espaces paysagers, les nombreuses innovations (terrain d'aventures pour les enfants, chauffage par le sol par exemple), la coûteuse et courageuse rénovation urbaine dans la vieille ville sont autant d'éléments qui font de Firminy une exception dans les réalisations urbaines de cette période.

De même, dès sa nomination à la tête de la Sonacotra, Eugène Claudius-Petit entend faire de cette société d'économie mixte un acteur important en matière d'architecture et d'urbanisme. Aux côtés des maires et au service de l'État, il espère loger décemment les travailleurs algériens et leurs familles, participer activement à l'indispensable rénovation urbaine et éradiquer le logement insalubre, les bidonvilles comme les garnis. Mais, outre cette mission première, il entend aussi faire œuvre d'architecture en toute indépendance. Connaissant les moyens dont il dispose, il sait les limites de cette ambition. Cependant, il accorde une vraie place à l'architecture et fait du choix des architectes, pour les foyers-hôtels comme pour les logements HLM, son « domaine réservé ». Ainsi pour l'opération des Canibouts à Nanterre, il appelle Édouard Menkès dont il avait remarqué le travail en Sarre, dix ans plus tôt. Il fait aussi appel à Marcel Roux qui devient l'architecte-conseil de la Sonacotra. Sa

démarche et ses choix sont avant tout motivés par la haute idée qu'il se fait de l'architecture. «Protecteur» et défenseur de ses amis Modernes, il veut surtout permettre l'expression d'architectes qu'il estime et qui, par conviction, par manque d'expérience ou de reconnaissance, se retrouvent en dehors du «circuit». Il fait ainsi travailler Louis Miquel puis Émery qui quittent l'Algérie peu avant l'indépendance, notamment pour le quartier de Metz-Pontiffroy. De même, il vient en aide à Roland Simounet en lui confiant du travail à la Logi-Est, filiale de la Sonacotra. Grâce au soutien du directeur de la Construction, Robert Lion, Claudius-Petit finit par obtenir pour la Sonacotra l'accès aux zones à urbaniser en priorité (Zup). C'est notamment par ce biais qu'il fait travailler Georges-Henri Pingusson aux Ullis, Roger Anger, Mario Heyman et Pierre Puccinelli à Sevran, ou encore Pierre Pinsard, Michel Andrault et Pierre Parat et permet la mise en œuvre des Tétrodon de l'AUA à Fos-sur-Mer.

Enfin, Claudius-Petit affirme aussi ses convictions au sein du commissariat au Plan. Il préside ainsi le groupe «Architecture» de la commission de l'Équipement culturel et du patrimoine artistique du V^e Plan. Au terme des travaux, sont présentées des recommandations pour une meilleure politique architecturale: «éduquer les Français, former les cadres, sensibiliser l'opinion et créer un centre de recherche; prévoir des programmes expérimentaux, un renforcement de la direction de l'Architecture et une réforme du conseil général des Bâtiments de France; créer un corps unique des architectes-conseils et des ateliers régionaux d'architecture et d'urbanisme». En outre, les membres de la commission se prononcent pour une promotion de la création architecturale par le biais des constructions publiques et pour une réforme de l'enseignement de l'architecture²². Claudius souhaite également le retour de la procédure de mise au concours pour toutes les constructions publiques. Par ailleurs, il soutient très tôt Robert Lion, directeur de la Construction du ministère de

l'Équipement, quand il projette, malgré l'opinion de son ministre Albin Chalandon, de créer une nouvelle instance pour promouvoir la qualité architecturale. Membre du comité directeur, Claudius participe, aux côtés notamment d'Adrien Spinetta, d'Hubert Dubedout, d'Anatole Kopp, de Joseph Belmont à la séance inaugurale du «Plan Construction», présidé par Paul Delouvrier, le 25 mai 1971.

Cohérent, infatigable défenseur de la cause moderne, Eugène Claudius-Petit n'a eu de cesse de promouvoir ses fortes convictions durant les Trente glorieuses. Même s'il a été insuffisamment entendu, Eugène Claudius-Petit a eu une influence importante: son action modernisatrice a durablement remis en cause et renouvelé la profession architecturale autant que ses pratiques. Agissant à la marge, mais efficacement, Claudius a permis l'émergence d'une nouvelle génération d'architectes et d'une nouvelle architecture dont un grand nombre d'édifices sont aujourd'hui représentatifs de l'histoire de la modernité en France. S'il n'a pas su prévenir la dérive que constitue une partie de la production de grands ensembles, il a été un des premiers à la dénoncer. Enfin, par son soutien constant, Eugène Claudius-Petit a été un des principaux maîtres d'ouvrage de Le Corbusier à qui il a permis de s'exprimer jusqu'à la fin de sa vie.

Benoît Pouvreau, mai 2007.

²² Lengereau (Éric), *L'État et l'architecture 1958-1981, une politique publique?* Paris, Picard, 2001, 559 p., p. 68-71 et AN, ministère des Affaires culturelles, n° 840754, article 21.

L'église de Firminy, œuvre ultime *

* **Nathalie Régnier**, architecte DPLG, enseignante à l'école d'Architecture de Versailles, collabore à la revue *Construction Moderne*. Une version abrégée de cet article a été publiée dans le n° 126 de cette revue.

La ville de Firminy peut maintenant s'enorgueillir de posséder un patrimoine architectural moderne exceptionnel, dont elle veut faire un attrait culturel et touristique, pour sortir de ses années de crise. Inaugurée le 29 novembre 2006, l'église Saint-Pierre à Firminy, est la dernière œuvre de Le Corbusier, réalisée, plus de 40 ans après sa mort, par l'architecte José Oubrierie. Œuvre posthume, elle finalise un ensemble urbain dessiné par le maître, composé d'une maison de la culture et de la jeunesse, d'un stade, et d'une Unité d'habitation de 414 logements sociaux. De ces quatre bâtiments, seule la maison de la culture a vu le jour avant sa disparition en 1965. Le chantier de l'Unité d'habitation avait à peine commencé : il sera terminé avec le stade, par l'architecte André Wogensky, ancien collaborateur de l'atelier de la rue de Sèvres. Celui-ci se chargera également de réaliser la piscine, qu'il a lui-même conçue, intégrée à la composition originale.

La genèse du projet

La construction de l'église de Firminy est l'aboutissement de l'acharnement et de la passion de quelques hommes : Eugène Claudius-Petit, puis son fils Dominique, l'architecte José Oubrierie, et Dino Cinieri, le maire actuel de Firminy. Mais à l'origine du projet, il y a d'abord la rencontre d'une personnalité politique, Eugène Claudius-Petit avec Le Corbusier. Élu maire de Firminy en 1953, après avoir été ministre de la Reconstruction de 1948 à 1953, ancien résistant, l'homme a porté très haut l'exigence de qualité architecturale : il a permis, en particulier, la réalisation de l'Unité d'habitation

pour Marseille. En 1954, il fait appel à Le Corbusier pour concevoir quelques édifices majeurs du centre civique de la petite ville minière de Firminy, située dans le département de la Loire, dans la banlieue de Saint-Étienne. Le plan-masse du quartier moderne de « Firminy-Vert », avait été confié à André Sive, ancien collaborateur de Le Corbusier, Marcel Roux, Charles Delfante et Jean Kling. En 1960, Claudius-Petit, avec l'association paroissiale de Firminy, confie à Le Corbusier, la construction de l'église.

Cette église complète une trilogie d'édifices à vocation culturelle dans l'œuvre de Le Corbusier, avec la chapelle de Ronchamp, réalisée en 1955, et le couvent de la Tourette à Eveux-sur-l'Arbresle en 1960. Sans être spécialement religieux ni croyant, Le Corbusier, Suisse et protestant par ses origines, ne refusait pas toujours ce type de commande. Il fallait un site, un programme, ou bien une relation particulière avec le commanditaire, pour susciter son intérêt, conscient de l'importance de la dimension spirituelle dans la représentation de toute société humaine. Soucieux de répondre à tous les besoins du corps et de l'esprit, il affirmait « J'ignore le miracle de la foi mais je vis souvent celui de l'espace indicible, couronnement de l'émotion plastique. » Le père Couturier, initiateur des deux projets précédents, avait su reconnaître en lui le grand artiste, capable de donner à l'art sacré un nouvel élan, en adéquation avec son époque.

L'origine de la forme tronconique vient d'une première esquisse faite pour l'église du Tremblay en 1929, qui présente un volume central vertical, autour duquel se développe une rampe en spirale. Le thème de la forme pyramidale est récurrent dans l'œuvre de Le Corbusier, par exemple dans le palais de l'assemblée à Chandigarh, allusion aux tours de refroidissement employées dans l'industrie. Pendant les quelques années de sa conception, le projet de l'église de Firminy, sera modifié continuellement au fil des études, pour réduire le budget, et répondre aux demandes fonctionnelles de la liturgie, avant d'aboutir à la version finale de 1964, connue uniquement

sous forme de maquette dans son aspect définitif, réalisée par le maquettiste Dirlik, avec une réduction importante des dimensions de la hauteur de la coque. Devant les difficultés du projet, Le Corbusier écrira en janvier 1965 à l'abbé Tardy: «J'ai été chargé d'un travail. Je l'ai fait en conscience... J'ai lutté avec les matériaux, les formes, l'entreprise. J'ai rempli toutes les conditions du contrat. J'ai fait mon travail. Je me sens plus lié que jamais, par cette œuvre qui est nôtre... Et je ne peux pas envisager autre chose à présent que l'ouverture du chantier, pour la plus grande joie spirituelle de tous.»

Péripéties d'une construction

Au sein de l'atelier, le projet est confié à José Oubrierie, jeune collaborateur, qui sera en charge du projet de juin 1960 à août 1965. Études, maquettes, et dessins des différentes étapes du projet, aboutiront à la maquette de 1964. C'est à lui, après la mort de Le Corbusier, que le nouveau maître d'ouvrage, l'association «Le Corbusier pour l'église de Firminy-Vert», créée par Claudius-Petit et dont le président n'est autre que Jean Dubuisson, confie en 1968 la responsabilité de la construction de l'église, sur la base de l'avant-projet sommaire laissé par Le Corbusier. Financées par des dons privés, et un prêt de la fondation Le Corbusier, les études seront finalisées en 1970, mais la crise économique en empêchera l'exécution. Après deux périodes de construction, qui s'échelonnent de 1972 à 1974, pour les fondations et les trois premiers niveaux, puis de 1977 à 1979, avec les quatrième et cinquième niveaux, près des deux-tiers du gros-œuvre sont réalisés, soit la totalité du socle de l'édifice, jusqu'au plancher des gradins. Les travaux s'arrêtent alors, à la coulée des deux premières banchées de la coque, par manque de financement.

José Oubrierie, n'aura de cesse d'achever cette œuvre, et d'aider Claudius-Petit à rechercher les financements pour sa réalisation, notamment aux États-Unis, où il fait une carrière de professeur; parallèlement, il réalise



Le socle de l'église,
resté inachevé pendant
plus de 25 ans.



Le chemin de l'eau se dessine en relief sur la peau de béton.



Repère orthonormé, l'autel est ancré jusque dans les fondations de l'église.



L'église est un volume concret de béton brut ponctué d'éléments sculpturaux.

Les fentes de lumière colorées accompagnent le mouvement ascendant.





Les canons à lumière modifient le volume intérieur.

La « constellation d'Orion » est une pluie de lumière captée dans l'espace de la salle.



¹ voir l'article
de Nathalie Régnier
dans le n° 79 de
Construction Moderne.



L'église illuminée,
lors de son inauguration
en novembre 2006.

plusieurs projets pour la France : le centre culturel français à Damas, des logements à Paris et une maison familiale à Lexington¹. En 1990, après la mort de Claudius-Petit, l'association reprise par son fils Dominique, s'adresse encore à lui, avec l'atelier de l'Entre à Saint-Étienne (Yves Perret et Aline Duverger architectes), et de l'ingénieur André Acetta, chargé des plans béton lors des premiers travaux, pour reprendre les études, afin de répondre aux nouvelles exigences de sécurité, ainsi qu'à la réglementation qui concerne les handicapés. Un avant-projet détaillé est établi en 1995, intégrant un ascenseur pour handicapés, un escalier de secours extérieur, et des adaptations de rampes, avec les plans et un devis estimatif pour recueillir les fonds nécessaires à l'achèvement de l'église. En 1996, le socle de l'église, ruine moderne inachevée, est classé monument historique ! Une décision qui permettra à l'État de financer une partie des travaux, lors de la relance du chantier... qui n'interviendra que cinq années plus tard.

L'authenticité de l'œuvre

C'est seulement l'élection, en 2001, de Dino Cinieri à la mairie de Firminy qui permet enfin au projet d'aboutir. Conscient du potentiel de l'œuvre de Le Corbusier pour sa ville et ayant connu, dans son enfance, la désolation que représentait la vue de ce bloc de béton inachevé pour les Appelous, cet homme comprit la nécessité d'achever l'église, pour permettre aux habitants de Firminy, d'accepter et de s'approprier leur patrimoine. Il confie à Roger Aujame, autre ancien collaborateur de Le Corbusier, la constitution d'un dossier pour reconnaître et inclure ce patrimoine dans le « patrimoine mondial de l'Unesco ». Avec la communauté d'agglomérations Saint-Étienne-métropole, la décision est prise en 2003, de reprendre le chantier, en tant qu'édifice à vocation culturelle et patrimoniale, pour en faire une antenne du musée d'Art moderne de Saint-Étienne, consacrée à l'œuvre de Le Corbusier. À cette occasion, l'association Le Corbusier pour l'église de

Firminy-Vert fait donation du bâtiment existant à la communauté d'agglomérations, désormais maître de l'ouvrage. Ce montage a permis de financer les 6,8 millions d'euros du chantier, en partie par des fonds publics (Europe, État, collectivités locales), s'ajoutant aux fonds privés, pour 4,5 millions d'euros. Pour ne pas violer la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État tout en conservant à l'édifice sa vocation première, une convention est en cours d'étude avec la mairie pour consacrer l'église: le clergé devra, comme toute association, louer les locaux pour y dire la messe.

En dehors de sa fonction, il reste aussi toutes les questions que pose aux historiens son degré d'authenticité. Sur ce sujet, les discussions entre José Oubrière et la fondation Le Corbusier, légataire universelle de l'architecte et gardienne de sa postérité, ont été vives: composée aujourd'hui surtout d'historiens, plus que d'architectes praticiens, la Fondation n'accepte qu'avec réticence les constructions d'œuvres posthumes de Le Corbusier. José Oubrière s'exprime ainsi: «L'œuvre est maintenant achevée, dotant critiques et historiens d'un nouveau sujet de débat, étant donné sa dimension et la stature de Le Corbusier. Peut-être deviendrons-nous par rapport à lui, ce que Scamozzi a été pour Palladio, vilipendés, puisque nous avons osé, et que les historiens jugent. Nul ne peut dire ce que l'église aurait été, Le Corbusier vivant, et pourtant, il y est totalement présent mais nous le sommes aussi.»

De par sa situation et sa verticalité, l'église a une présence très forte dans le paysage urbain de Firminy. Au sein de cette nouvelle acropole, elle prend la place principale de la composition architecturale, sans laquelle, le reste serait incomplet. Son volume spécifique, «objet à réaction poétique», est comme un point final, culminant, qui révèle l'ensemble. En raison de l'assise fragile du terrain, situé sur une ancienne carrière, les bâtiments composent avec le site, et s'implantent selon les courbes de niveaux de la vallée, contenus à l'intérieur d'une boucle de la voirie. De

part et d'autre du stade, la maison de la culture et les gradins cadrent un forum central, dans une cuvette, contre laquelle l'église s'élève, articulant la relation avec la ville ancienne, les rues qui y convergent et les quartiers d'habitations en hauteur.

Mouvement en spirale ascendante

L'église est donc organisée en deux espaces autonomes superposés: en partie basse, le socle, initialement destiné aux activités paroissiales, accueille l'espace culturel. À l'aplomb, la pyramide asymétrique de béton de 33 m de hauteur, posée sur cette base carrée de 25 m de côté, est tronquée en biseau au sommet, percée de canons à lumière. Flanquée d'une rampe d'accès et d'une multitude de détails sculpturaux, elle abrite l'espace du culte. À l'image des coupes de la Renaissance, la relation entre le cercle et le carré détermine l'espace de la salle: la coque est un volume qui évolue d'une embase inscrite dans un carré, vers une forme circulaire, résultante de la projection d'un cercle horizontal, tronqué par un plan en biais incliné à 40°, pour se terminer par une dalle inclinée de forme «patatoïdale». La façade ouest est verticale, tandis que les façades sud et nord s'inclinent de manière symétrique, la façade est présentant la pente la plus prononcée.

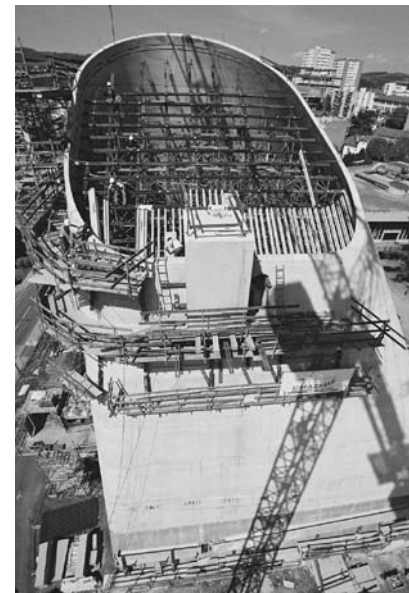
Un plan en croix organise l'espace intérieur: sur l'axe central, l'entrée et le maître-autel, à droite, la chapelle de semaine, à gauche, le baptistère enclos sous les gradins qui s'élèvent progressivement en spirale en s'incurvant, pour se terminer en mezzanine au-dessus de la chapelle. Cette simplicité apparente du plan dissimule une organisation savante de l'espace, qui magnifie un mouvement hélicoïdal vers le ciel. L'accès à la salle, se fait par une longue rampe extérieure qui vient chercher le fidèle au niveau du sol et initie le mouvement ascendant qui se poursuit à l'intérieur de l'église, jusqu'au sommet des tribunes.

Cette élévation s'achève vers les deux canons à lumière percés dans le toit, allégories du Soleil et de la Lune, tandis qu'une fente de lumière colorée s'enroule autour de la salle, à 1,83 m, hauteur de la tête des visiteurs. Ces lucarnes sont protégées à l'extérieur, par des goulottes de béton qui récupèrent les eaux pluviales, intégrant eau et lumière, dans un même élément architectonique, recombinaison de deux archétypes de l'architecture sacrée : les vitraux et les gargouilles. Dans cet espace, la seule référence horizontale du sol, est la plate-forme accueillant l'autel.

Cette conception dynamique, place le fidèle dans un sentiment d'apesanteur. Dès que l'on s'assoit, l'espace s'arrête de tourner, et s'oriente vers l'autel, qui reçoit la lumière d'une pluie d'étoiles : la constellation d'Orion, percée dans la paroi orientée à l'est. En contrepoint, la façade ouest est percée d'un canon à lumière, qui dirige un rayon directement sur l'autel. Au final, les variations de la lumière naturelle dilatent ou rétractent continuellement au cours de la journée, le volume de la salle aux allures de grotte mythique. Qu'il soit consacré ou non, cet espace n'en reste pas moins un lieu de recueillement, de silence et de paix, offert aux habitants de Firminy, redonnant un sens et une noblesse, à ces quartiers déshérités.

L'espace par la structure

L'expression de l'église est très liée à l'expression structurelle et constructive du bâtiment. Sa réalisation a été considérablement facilitée par l'outil informatique, et la précision des documents fournis. La reprise du chantier de l'église a nécessité de nombreuses études ; trois problèmes principaux se posaient : la stabilisation due à la situation particulière de la construction, la reprise du béton pour réaliser la coque et la restauration des bétons existants. Avant de démarrer le chantier, un diagnostic des bétons existants et des fondations déjà réalisées a été effectué.



État du chantier en avril 2005 : fin de la coulée des murs.

Construite sur une décharge de carrière, l'église est posée sur un radier de 1,50 m d'épaisseur. Des injections ont été préconisées, et un arasement de 60 cm de la coque de béton pour permettre de récupérer les aciers et de repartir sur une base horizontale. Il a fallu aussi résoudre de grosses difficultés techniques, liées à la complexité géométrique de la structure. Sa réalisation a fait appel aux capacités inventives de l'entreprise locale, l'entreprise Chazelle, qui a remporté le marché. La coque tronconique a posé des difficultés de mise en œuvre, que l'outil informatique a simplifié, grâce aux logiciels en 3D, en particulier pour dessiner les coffrages de manière très précise. Une série de 9 à 11 levées de bétonnage de 2,70 m de hauteur en couronne se sont succédé pour réaliser la coque, avec une levée tous les 15 jours. Deux sortes de coffrages ont été utilisées : des coffrages métalliques préfabriqués pour les parties planes, des coffrages bois sur mesure pour les parties courbes. Ces coffrages bois ont été réalisés de manière traditionnelle par une entreprise locale, selon la technique des charpentiers de marine. Plus de 90 coffrages ont ainsi été calculés au millimètre près, utilisables une seule fois.

Le béton utilisé, un béton autoplaçant, a une granulométrie très fine pour éviter les microfissurations, et répondre à toutes les spécifications de l'ingénieur. Très fluide, ce béton permet de remplir tous les recoins des coffrages envahis d'aciers et de coffrets de réservations, sans aucune vibration. Dénué de bulles, il présente d'autre part une excellente qualité de finition, mais nécessite un temps de durcissement de 48 heures avant décoffrage. Des joints parfaitement étanches ont été réalisés entre les coffrages pour éviter toute fuite de laitance. L'épaisseur des murs varie selon les façades, de 21,5 cm pour le mur vertical à 24,5 cm pour la façade est et 23,7 cm pour les murs sud et nord.

L'ouvrage en construction, ne trouvant sa stabilité qu'avec la dalle supérieure, l'étalement était primordial. Des tours en aluminium ont permis de reprendre les poussées horizontales des murs en pente :



**L'Unité
d'habitation**
de Firminy.



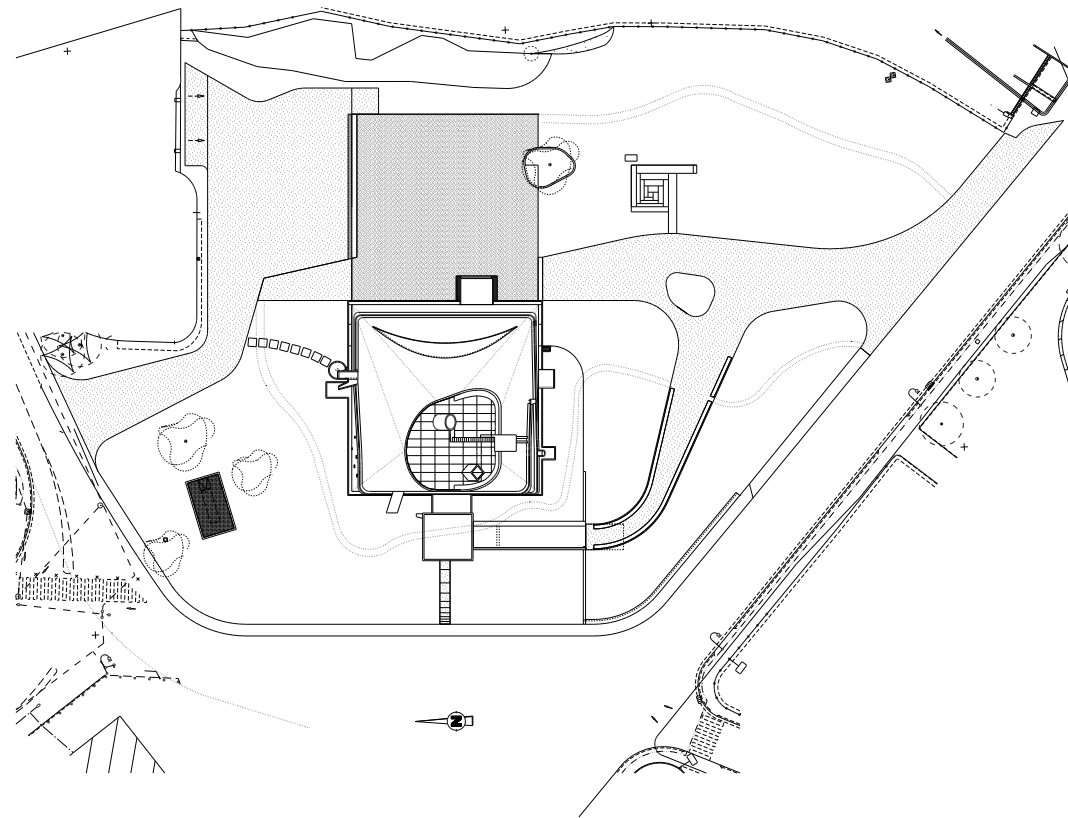
La maison des Jeunes
et de la Culture
de Firminy-Vert vue
du stade.



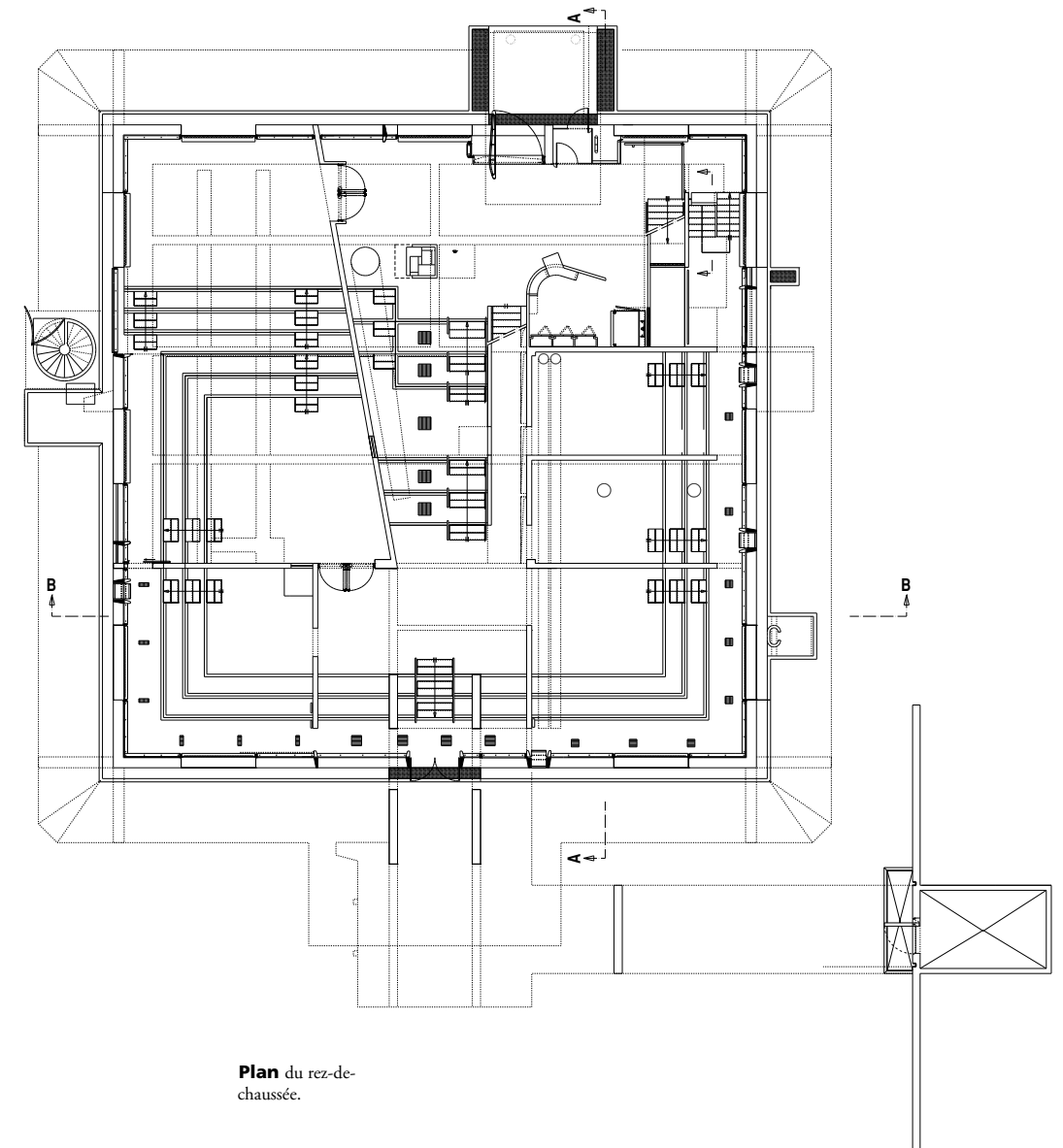
La façade est
de l'église.



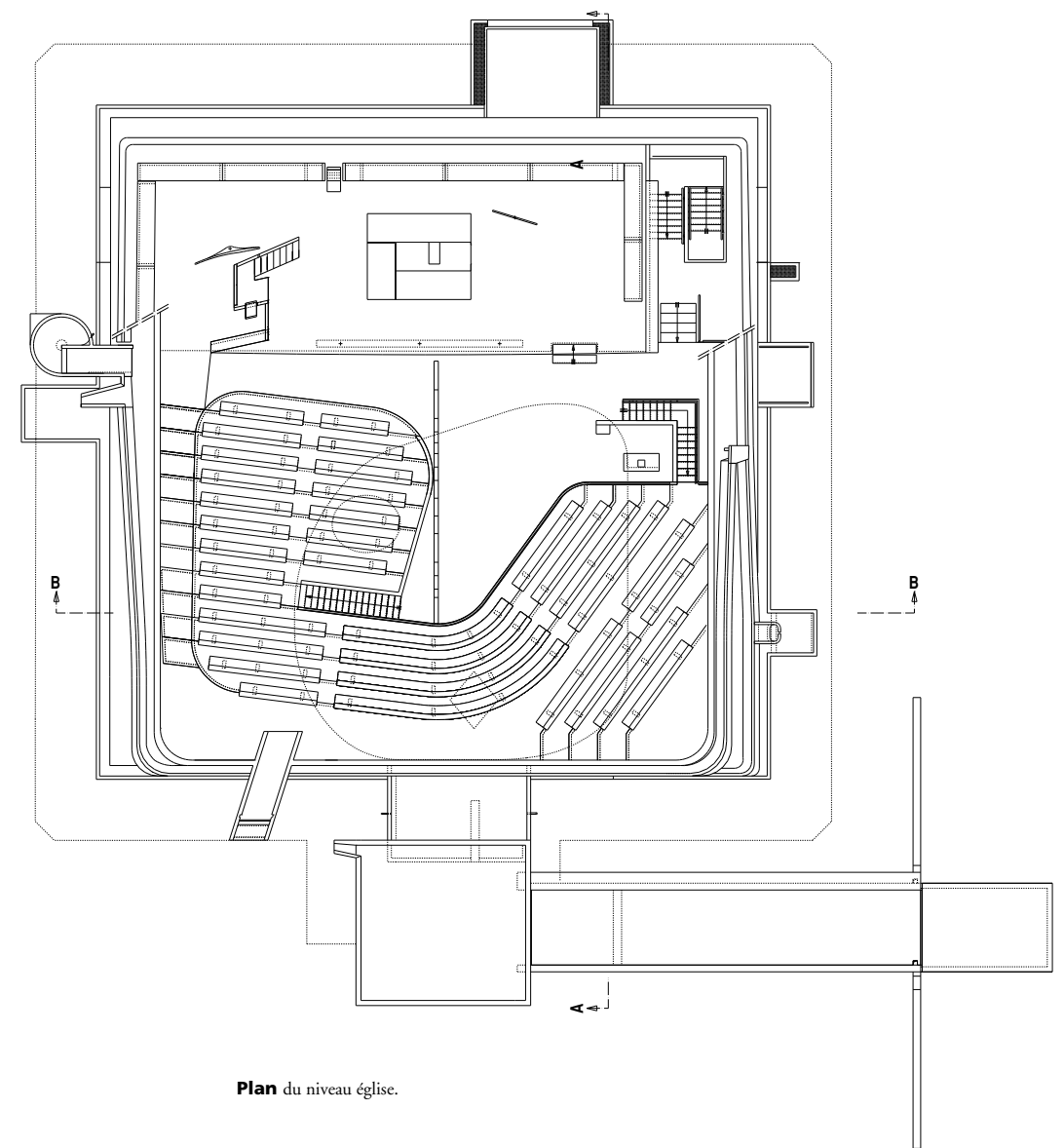
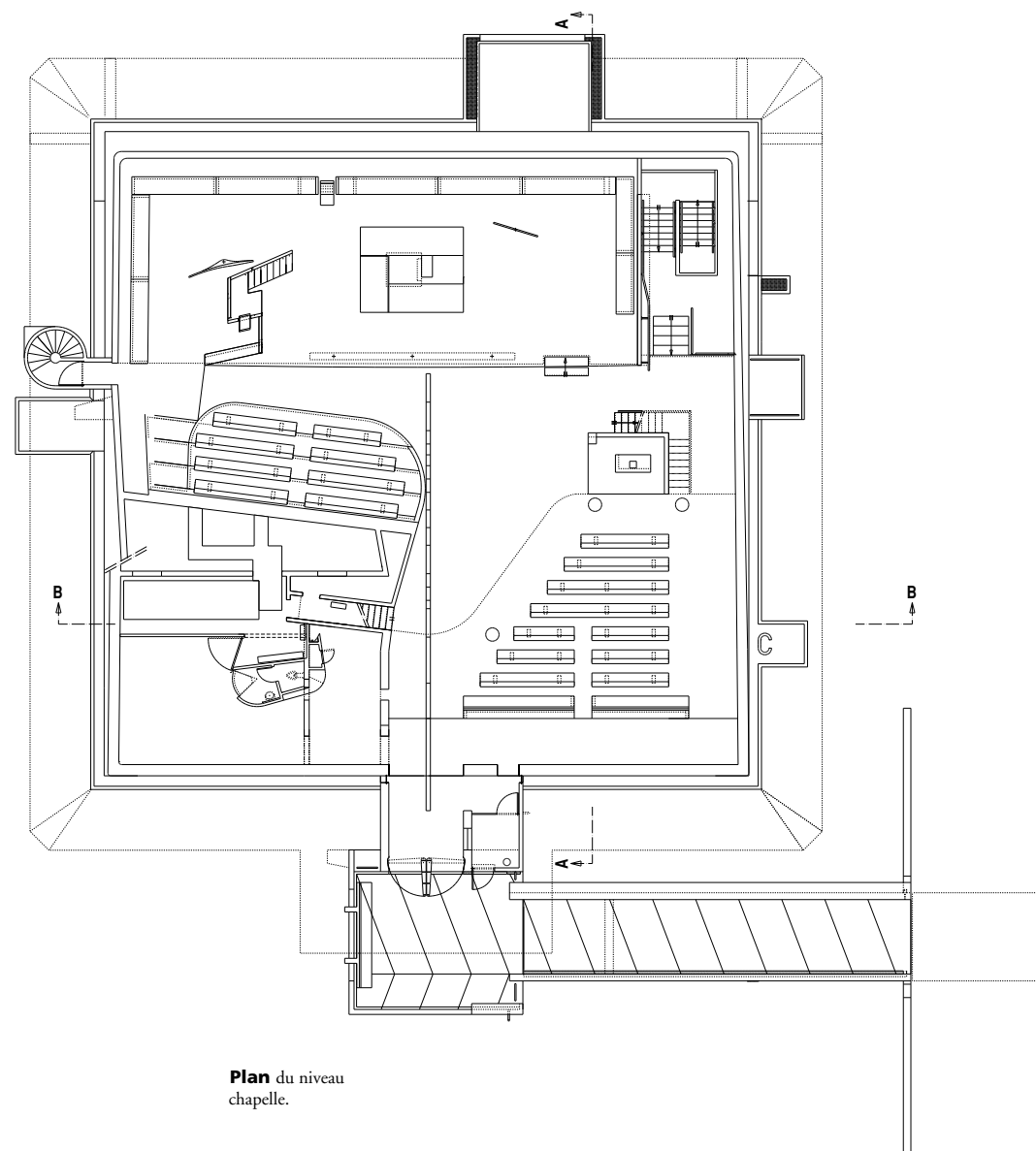
La rampe d'accès
contourne l'église dans
un parcours initiatique.

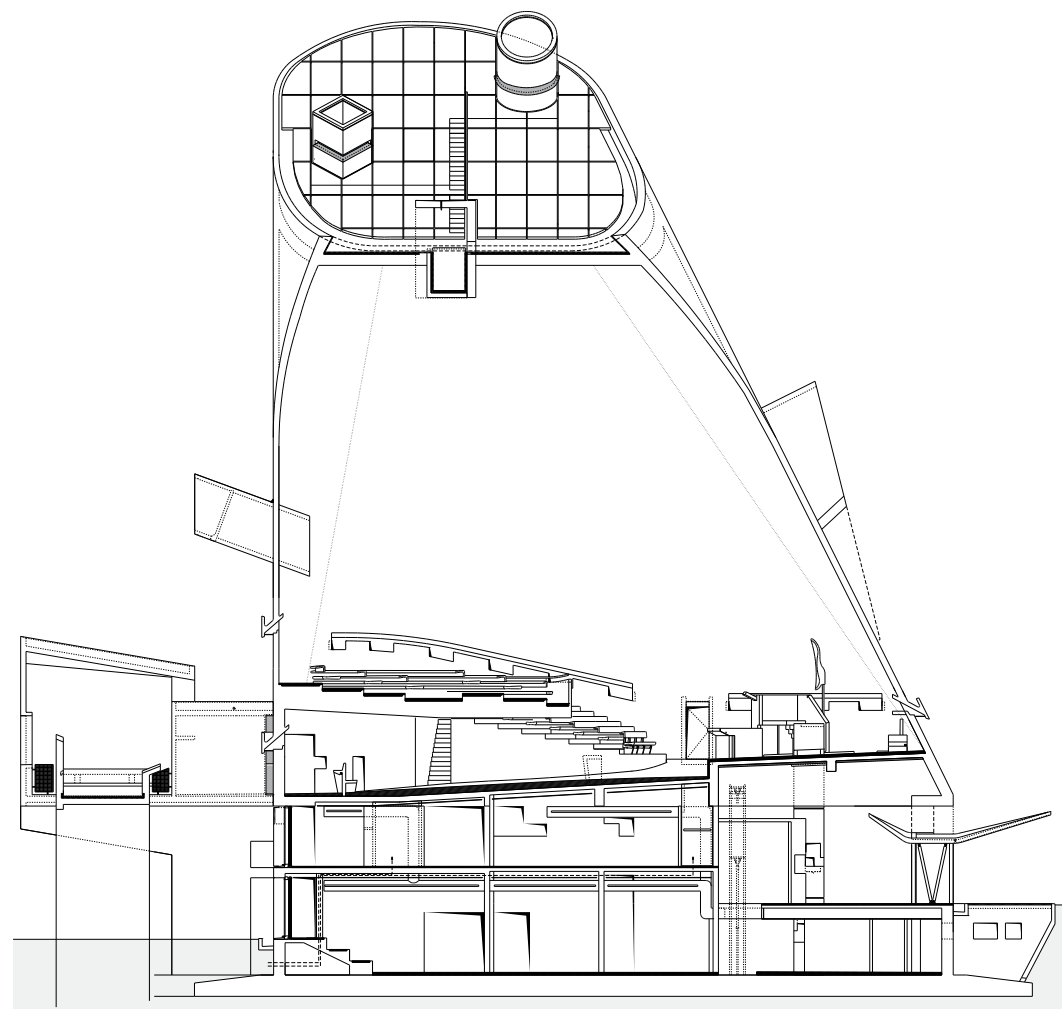


Plan de masse
et aménagements
extérieurs.

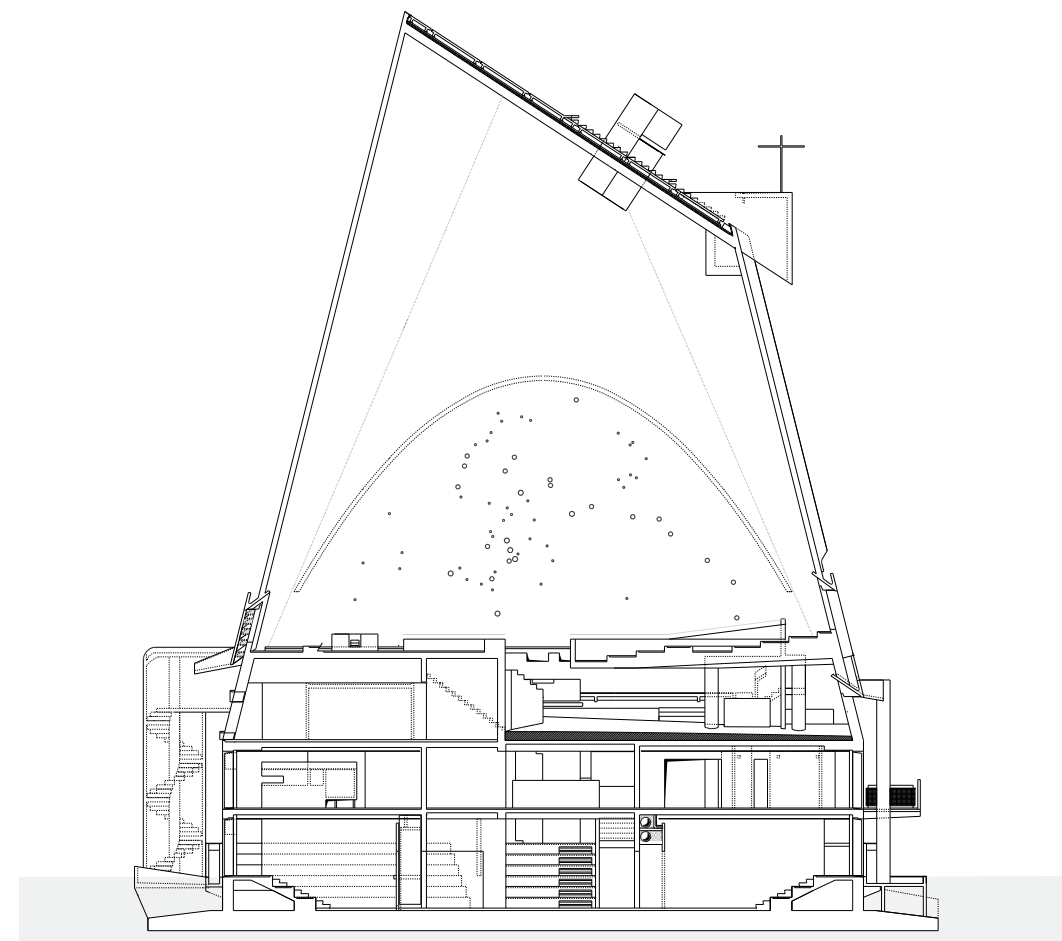


Plan du rez-de-
chaussée.





Coupe AA est-ouest.



Coupe BB nord-sud.

Fiche technique:

achèvement
de l'église Saint-Pierre
de Firminy-Vert.

Maître d'ouvrage:

Saint-Étienne
Métropole (42).

Maître d'œuvre:

José Oubrière, architecte
mandataire; Aline
Duverger et Yves Perret,
architectes d'opération;
Romain Chazalon,

architecte assistant;
Jean-François Grange
Chavanis, architecte
co-mandataire
en chef des Monuments
historiques.

Bureaux d'études:

André Accetta, ingénieur
structure de la coque.

Principales entreprises:

gros-œuvre-maçonnerie:
Chazelle; serrurerie:
Blanchet.

10 000 m³ d'étaient mis en œuvre, pour la totalité du volume interne. La dalle de toiture de 36 cm d'épaisseur, compte tenu de sa pente importante, a été coffrée sur les deux faces, et coulée en quatre phases pour minimiser la poussée du béton sur la tête des murs ; cette poussée a été reprise par des tirants horizontaux sur l'ensemble de la couronne des murs.

La dalle de toiture fait office de clef de voûte, et assure l'autos-tabilité du monolithe. Elle a nécessité un ferrailage spécial. Pour protéger l'étanchéité, un feutre noir a été déroulé, sur lequel des plots en inox reçoivent les dalles de béton de 10 cm d'épaisseur, calepinées au modulator (2,26 m), pour assurer la cinquième façade, visible des environs. L'ensemble des parois verticales a reçu deux couches de minéralisant pour l'étanchéité. L'aspect du béton, parfaitement réalisé, est lisse et plane, de teinte gris très clair. Seul un léger changement de teinte trahit la reprise de coulage de la coque en superstructure.

À l'intérieur du socle réalisé dans les années soixante-dix, il a fallu doubler chacun des 12 pilastres (trois par face), qui supportent le poids de la coque. Des murs en béton autoplaçant sous-pression, insufflé par le bas dans des coffrages spéciaux métalliques allant de dalle à dalle, ont été coulés en place, pour permettre l'isolation, tout en conservant un aspect de béton à l'intérieur.

Un chantier exemplaire

De multiples éléments, aux fonctions bien précises, ont été réalisés en béton préfabriqué sur le chantier et ont été greffés horizontalement ou verticalement : une descente d'eaux pluviales sur la façade sud, une casquette à l'est, des goulottes horizontales qui ceignent l'ensemble du volume. Certains éléments lourds, comme le clocher de 27 tonnes ou les canons à lumière, ont été coulés au sol, hissés à l'aide d'une grue, déposés

dans une réservation appropriée, et maintenus par des câbles pendant la coulée de la dalle qui le solidarise à l'ensemble. Le mobilier de l'église, autels, bancs, a été préfabriqué en béton blanc.

Pour l'entreprise Chazelle, le chantier de l'église est à considérer comme un chantier de référence, qui lui a permis de démontrer ses capacités d'adaptation dans le cadre d'une construction hors norme. Sa réussite est le fruit de l'investissement du personnel à tous les échelons, ému et fier de participer à la réalisation d'une œuvre d'exception, dans un esprit digne du temps des bâtisseurs de cathédrales.

Grâce à l'achèvement de l'église de Firminy, les habitants de cette ville vont pouvoir apprécier, enfin, leur environnement bâti, mieux comprendre l'œuvre de Le Corbusier, et peut-être aussi, la modernité architecturale en général. L'Unité d'habitation, autrefois à moitié vide, est aujourd'hui entièrement habitée et restaurée. Plus de 40 ans après sa disparition, l'œuvre avant-gardiste de l'architecte peut enfin prétendre s'inscrire dans le patrimoine architectural mondial. Une consécration méritée...

Ceci constitue un magnifique hommage à Eugène Claudius-Petit, l'année de son centenaire, pour sa clairvoyance et le courage de son action politique, un maître d'ouvrage d'exception.

Nathalie Régnier, 4 avril 2007

Conception graphique
Thierry Sarfis ; réalisation
Olivier Cabon.

Photos : Michel Dieudonné,
p. 41-43, 53, 54 et 55 ;
collection privée de
Dominique Claudius-Petit,
p. 4, 9, 10, 22 et 28 ; Nathalie
Régnier, p. 55.

Transcription, rédaction
et coordination éditoriale
Michel Kagan et Nathalie
Régnier.

Thotm éditions
5 rue Guy-de la Brosse
75005 Paris
téléphone et télécopie
+33 1 43 37 56 58
livres@thotm-editions.com
www.thotm-editions.com
avril 2007

Impression Autographe II
10 bis rue Bisson
75019 Paris